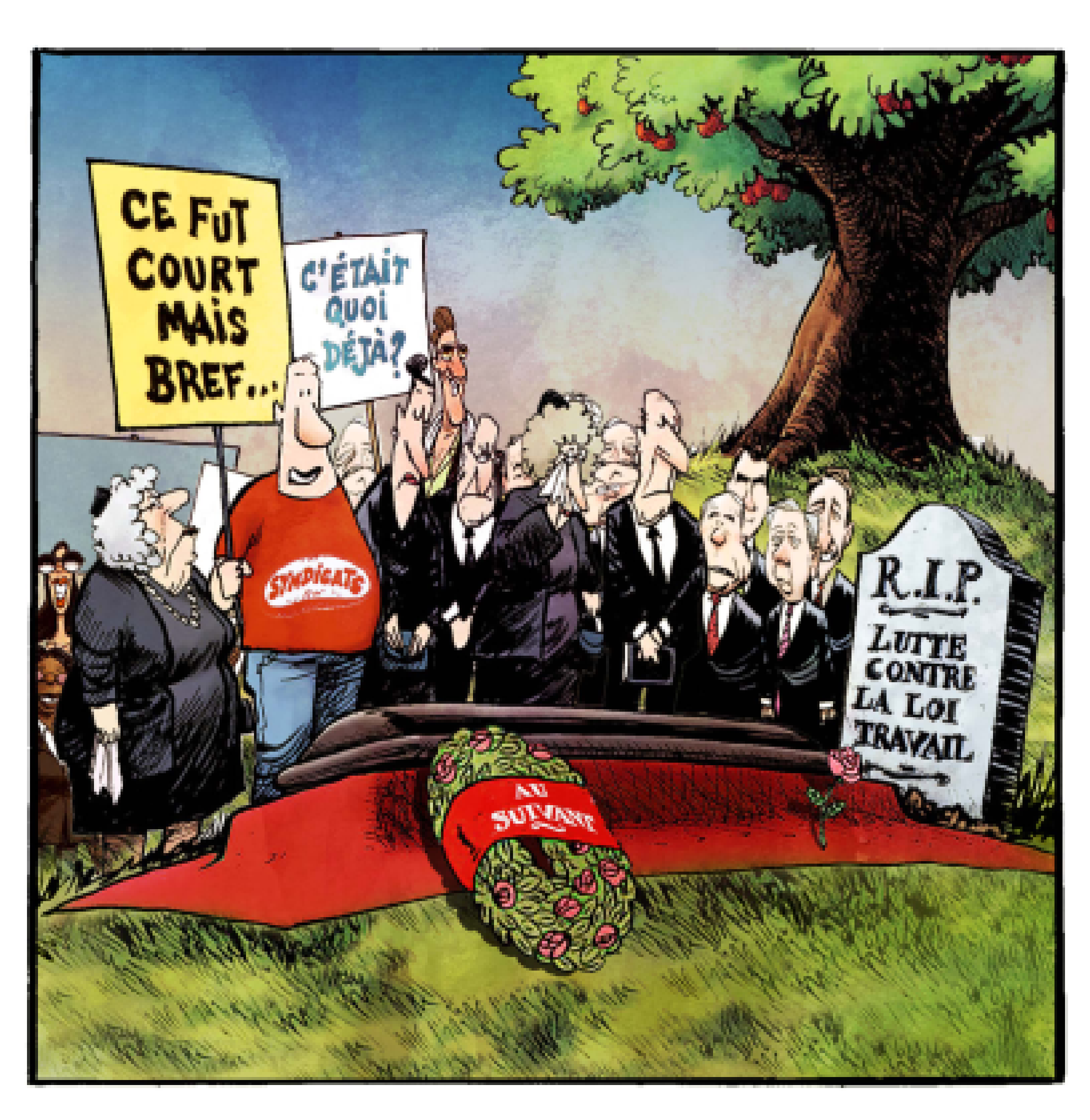


ISSN 1240-0009
CCPAP 0921 S89086

BILAN DE LA LUTTE CONTRE LA LOI TRAVAIL : CHACUN POUR SOI, LA DEFAITE POUR TOUS !



2 EUROS /// N°152
DEC 2016 - JAN 2017

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

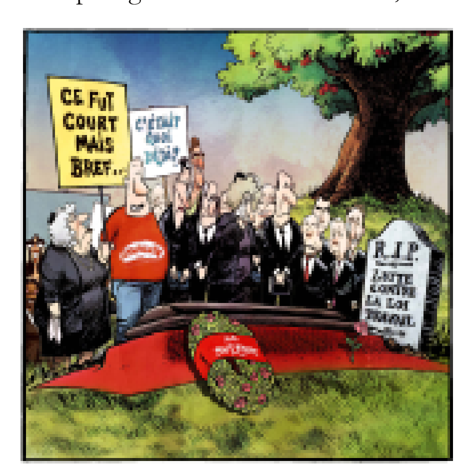
LOI TRAVAIL :
CHACUN POUR SOI, LA DEFAITE POUR TOUS !

Nos grands syndicats l'avaient promis, juré la main sur le cœur, la lutte contre la loi scandaleuse MEDEF-El Khomri devait reprendre à la rentrée, sous des formes diverses mais effectives. La rentrée est passée et, à part une misérable manif, on n'a rien vu du tout. Il fallait s'y attendre : l'objectif réel était de noyer le poisson, et, si possible, de faire même oublier qu'il y a eu une lutte… raison de plus pour revenir sur cette situation.

Alors que plus de 70 pour cent des citoyens, pour reprendre la terminologie du pouvoir, exprimaient leur opposition au contenu de la loi travail, celle-ci a néanmoins été imposée. Comment moins d'un tiers des personnes, qui se recrutent essentiellement d'ailleurs parmi celles qui ne subiront pas les conséquences de ces mesures, a-t-elle pu servir de base pour défaire l'immense majorité et imposer ses points de vue ? Quelles orientations stratégiques et tactiques ont-elles été développées par le pouvoir afin d'arriver à cette fin ?

Le premier acte a consisté à favoriser la fragmentation de l'opposition. Le mouvement de contestation contre la loi travail était d'autant plus intéressant qu'il était composé d'une part importante d'ouvriers. La crainte du pouvoir était de le voir rallier à lui d'autres composantes de la population comme les lycéens, les étudiants ou les fonctionnaires. Il a donc tout mis en œuvre pour isoler les ouvriers. Deux grandes méthodes : il a « arrosé » avec modération divers secteurs (mais c'était suffisant, surtout là où il disposait de la complicité des organisations dites représentatives) et il a détourné l'attention en favorisant la diffusion d'autres revendications, très éloignées des conditions de travail.

« L'arrosage » a concerné, en tout premier point les chauffeurs routiers. Une grève des transports, jointe aux multiples grèves et manifestations, était



de nature à faire basculer irrémédiablement le processus dans le bon sens. Le gouvernement, dès qu'il a senti un frémissement chez les chauffeurs routiers les a sortis du champ de la loi MEDEF-El Khomri, arrêtant tout net leur contestation. C'est bien sûr pour les chauffeurs routiers une victoire à la Pyrrhus : ils ne perdent rien pour attendre et finiront pas être « alignés » (dans tous les sens du terme) sur les autres salariés.

Il en va de même avec les fonctionnaires. Policiers et gendarmes, bien sûr ont vu leur rémunération augmenter, mais les autres fonctionnaires, en particulier la masse des enseignants (dont la grève peut jeter dans la rue une partie de la jeunesse) ont obtenu aussi quelques maigres avantages, juste de quoi « justifier » l'absence d'engagement réel de leurs syndicats. Pourtant, les débats électoraux d'aujourd'hui le montrent, la fonction publique est une des cibles du pouvoir, et, tout comme les camionneurs, le gouvernement, tout comme le feront les suivants, « travaille » à laminer le statut de la fonction publique et, par pseudo-souci d'égalité, à le ramener à celui du privé. Comme pour la réforme des retraites les fonctionnaires comprendront peut-être un jour, mais un peu tard, qu'il eut été dans leurs intérêts de se battre auprès des salariés du privé…

Côté « diversion », il faut souligner le rôle des « Nuits debout ». Le fait que des individus se réunissent sur la place publique afin d'analyser et critiquer la société contemporaine est une très bonne chose en soi. Il y a en ça une part de démocratie au sens réel du terme. Mais cela devrait être un travail quotidien conduit en permanence, en dehors de toute crise sociale. Il y a un

ANARCHOSYNDICALISME !
CNT/AIT , 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€
Abonnement de soutien : 20€
Chèques à l'ordre de :
CDES - CCP 3087 21 H Toulouse
A l'adresse : CDES, 7 rues St Rémésy 31000 Toulouse
Pour tout problème d'abonnement :
abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 01 déc. 2016 sur les presses d'Axion-Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

temps pour chaque chose, la réflexion, le débat et la maturation des idées d'une part, la lutte et le combat social d'une autre. Je me souviens avoir été surpris à l'époque de l'écho médiatique qu'avait rencontré « Nuit debout». Les grands médias faisaient leur une sur ces quelques centaines de personnes réunies à Paris (et plus tard, sur les quelques dizaines qui se sont réunies dans les différentes villes de province) et reléguaient à la rubrique faits divers les centaines de milliers d'autres personnes qui manifestaient dans les rues. Notez ici que « Nuit debout» n'existait pas avant le mouvement de contestation et qu'il a pris fin avec celui-ci. Il a donc servi, bien malgré lui peut-être, à faire un contre-feu. Une guerre se gagne bataille après bataille. Le gouvernement avait ici engagé le conflit sur un terrain spécifique, celui de la pulvérisation de la réglementation du travail, et envoyé une partie de l'opposition sur un autre front (réforme de la constitution,…).

Une des grandes craintes, parfaitement fondée, du gouvernement était que les futurs salariés que sont majoritairement les étudiants, comprennent que leurs conditions de travail à venir étaient gravement en jeu. Il s'agissait donc pour le pouvoir de neutraliser ce groupe pouvant se révéler particulièrement remuant. Aussi les « syndicats » étudiants ont-ils été rapidement reçus et quelques mesurettes ridicules leur ont été accordées. Ce fut suffisant pour que ces « syndicats » (du même bord que le gouvernement) crient victoire et n'appellent pas à la mobilisation massive. Ensuite le gouvernement n'a eu qu'à attendre que le mouvement étudiant, déjà moins que moyennement mobilisé lors des premières manifestations, entre de lui-même dans un processus de décomposition. Cela a été très rapide : SUD, les gauchistes, les totoïdes et autres pseudo-anars, imprégnés de post-modernisme, ont perdu de vu l'essentiel (la lutte contre une loi qui va gravement affaiblir la condition de tous les travailleurs) pour avancer des revendications au particularisme poussé. On a même vu une « coordination » mettre au premier plan des revendications la discrimination contre les « trans ». Qu'il y ait des discriminations contre les « trans » à l'embauche ou après celle-ci, personne n'en doute. Mais mettre en première ligne cette revendication, c'était prendre le risque de démobiliser tous les autres étudiants (ce qui s'est produit) et ne pas comprendre que c'était fragiliser encore plus les « trans » : avec la terrible loi MEDEF-El Khomri, tous les salariés vont être encore plus maltraités, et il est évident que ceux qui présentent des particularités « socialement non admises » le seront encore plus que les autres et encore plus qu'ils ne le sont actuellement. Les deux tactiques (arrosage et décomposition) ayant parfaitement marché, la participation étudiante au mouvement s'est ainsi rapidement effilochée, et il n'y a pas eu de participation lycéenne (qui aurait pu être entraînée par un mouvement étudiant fort). Le mouvement anti-loi travail a ainsi manqué de la force de la jeunesse, ce qui a largement contribué à le faire échouer.

Un autre angle d'attaque du pouvoir reste la fameuse cinquième colonne désormais institutionnalisée : les syndicats. Dans ce mouvement, la base exprimait un fort mécontentement et a poussé les directions syndicales tant qu'elle a pu. Les tensions internes étaient très palpables : des cortèges d'un même syndicat ont parfois été siscionnés durant quelques manifestations, certains syndicalistes CFDT ont manifesté contre les positions de leurs chefs. Les chefs syndicaux se sont sentis contraints, pour éviter l'explosion de leurs organisations, à faire bonne figure en appelant à des journées de grèves, en surface tout du moins. Au vu du mécontentement ambiant, il aurait été possible d'aller beaucoup plus loin et de durcir le mouvement. Cela n'a pas été le cas. Nous avons pu constater que, dans les grandes entreprises, les panneaux d'affichage syndicaux restaient le plus souvent muets, à l'instar des délégués qui ne se bousculaient pas pour battre le rappel. Pourtant, un blocage entreprise par entreprise durant une même semaine par exemple aurait certainement pu permettre de déborder les forces coercitives d'Etat, cela sans même avoir besoin de tomber des chemises. Mais il n'en a rien été car le gouvernement a su récompenser ses alliés. Ainsi est-il prévu, dans la loi MEDEF-El Khomri qu'au vu des accords d'entreprise, les élus syndicaux bénéficieront d'heures de délégation supplémentaires et de formations complémentaires. Formations dispensées à leurs propres troupes par les syndicats grâce à des financements dodus qu'ils recevront de l'Etat, donc des impôts, donc de vous. Ces systèmes de « formation », qui, en général sont du bla-bla et ne forment qu'à la langue de bois, permettent de payer (en général très très correctement) une foule d'individus (formateurs, organisateurs des formations, directeurs…), véritables parasites du mouvement social.

Un autre facteur de non-mobilisation de la classe ouvrière, que tout le monde s'est empressé de passer sous silence, a été la religion. Il est patent que, depuis la révolte des banlieues, le pouvoir a soutenu une politique massive d'islamisation à la fois de la jeunesse mais aussi des adultes. L'objectif était double : neutraliser le fort potentiel de révolte de la jeunesse populaire de ces quartiers, couper l'ensemble de ces habitants du reste de la population en exacerbant les particularismes. Pour qui habite dans les quartiers d'immigration, « l'efficacité » de cette politique rétrograde phénomène saute aux yeux. Pour en revenir à notre sujet, il faut constater que, malgré un chômage massif, il y a dans les quartiers beaucoup de travailleurs, souvent dans le nettoyage industriel pour les femmes, dans le bâtiment pour les hommes les plus âgés, dans différents secteurs pour les autres (commerce, santé, éducation, informatique…). Or, si pendant toute la période de la lutte contre la loi MEDEF-El Khomri les mosquées n'ont pas désemplie, on a vu très peu de ces travailleurs, qui seront pourtant parmi les premiers touchés, dans les manifs ou dans les grèves. La religion est toujours une soumission à l'ordre établi.

Il faut également souligner la tactique de communication utilisée. Si les travailleurs étaient divisés pour les raisons exposées ci-dessus tout en affichant une « unité » de façade, le

patronat, la droite et le pouvoir nous ont joué la comédie inverse : celle du désaccord de façade alors qu'ils étaient parfaitement d'accord sur le fond. Cette manœuvre, destinée à intoxiquer l'adversaire, à le déstabiliser, a joué aussi son rôle, certains travailleurs pensant que le texte ne « passerait pas » puisque les patrons étaient contre.

C'est que le Medef n'y est pas allé par quatre chemins, en criant sur tous les tons qu'il désapprouvait un texte qui lui était pourtant à cent pour cent favorable. Nous avons vu ce Medef tonitruer, menacer de rompre toute négociation si la loi n'allait pas beaucoup plus loin... Les LR lui donnaient la réplique : ce projet, qui reprenait ses propres propositions faites de longue date, ne les satisfaisait plus du tout. Ils ont multiplié les amendements pour aller encore plus loin, pour faire de la surenchère… Le FN quant à lui a ménagé la chèvre et le chou dans sa perspective électoraliste. La palme du meilleur acteur revient sans conteste au PS qui nous a fait une démonstration éclatante de son cynisme. Alors qu'il passait en force cette loi scélérate, il envoyé dans un même temps les jeunes socialistes dans les cortèges pour exiger son retrait, comme s'il s'agissait d'un malentendu provisoire qui se résoudrait de lui-même après que nous ayons rendu les armes...

Il en va de même pour l'ensemble de «l'aile de gauche» qui a crié au scandale lors de l'utilisation du 49-3, soulagée en réalité de ne pas avoir à admettre publiquement son serment d'allégeance prêté au capitalisme et dont les motions de défiance ont échoué à deux voix près, soit juste ce qu'il faut pour afficher un mécontentement de façade sans prendre le risque de renverser le texte. Un bien mauvais vaudeville dont les travailleurs n'ont pas fini de payer les frais. ///

Le 15 décembre 2016 nous organisons une réunion publique sur le thème "Elections partout, démocratie nulle part.". Un militant introduira le débat. Ca se passera à notre local du 7, rue Saint Rémésy, 31000 Toulouse à partir de 20h30.



Notre journal est largement auto-produit et mis en page bénévolement par nos militants. C'est une des conditions condition de notre totale indépendance. Cependant nous devons assumer les frais d'imprimerie et ceux de La Poste. Pour se maintenir et se développer, il a besoin de votre soutien. Vérifiez que votre abonnement est bien à jour (le numéro qui figure sur la bande d'envoi postal est le dernier numéro pour lequel vous êtes à jour). N'hésitez pas à vous abonner ou à vous réabonner : 10€ pour un abonnement normal, 20€ pour un abonnement de soutien. Addressez vos chèques à *Anarchosyndicalisme !* 7, rue Saint Rémésy, 31000 Toulouse, à l'ordre du CCP : CDES 308721H Toulouse. NB : *Anarchosyndicalisme !* est envoyé gratuitement aux prisonniers et aux personnes en difficulté financière sur simple demande.

Gardez le lien

Vous pouvez suivre notre actualité sur notre page Facebook officielle : facebook.com/Cnt.Ait.Toulouse

Ces informations sont également diffusées sur le compte Twitter @cntaittoulouse, là aussi vous pouvez facilement "gazouiller" vos commentaires : twitter.com/cntaittoulouse

Si vous êtes allergiques à la volubilité de Facebook et/ou à l'idée de produire un commentaire en moins de 140 caractères, vous pouvez retrouver et commenter les articles d'*Anarchosyndicalisme !* sur le site de veille documentaire Seen This et ses forums publics : seenthis.net/people/anarchosyndicalisme

Et vous pouvez tout aussi bien nous écrire un courriel à contact@cntaittoulouse.lautre.net ou un "courrier papier" à CNT-AIT 7, rue Saint Rémésy, 31000 Toulouse.

GEORGE ORWELL L'A CAUCHEMARDE, CAZENEUVE L'A FAIT

Ce soir, en rentrant du travail, je devrais allumer la webcam de mon ordinateur afin que le « Service des renseignements intimes de l'Etat Normal » puisse contrôler ma vie privée. Cette mesure a été mise en place en juin 2017, après la réélection surprise de François Hollande au poste de président de la République. Dans la foulée, Bernard Cazeneuve a été nommé « ministre de l'Intérieur et du contrôle de la vie privée ». Sans aucune opposition : Bernard a pour mission de défendre notre sécurité. Car, depuis janvier 2017, les terroristes islamistes ont multiplié les attentats – ou les tentatives d'attentat, ou les suspicions de tentative, c'est pareil – sur le sol français. Face à ces terribles événements, le gouvernement, nous a-t-on expliqué en long, en large et en travers, n'avait pas d'autre choix que d'étendre le contrôle à l'intimité de chacun avec l'obligation d'allumer la webcam fournie par l'Etat dès qu'on rentre chez soi. Sans compter la multiplication des caméras de vidéoflicage dans les rues, les micros, la surveillance de toute la correspondance électronique… Il paraît que les français se sentent ainsi plus en sécurité, mais moi, je me sens un peu mal à l'aise, surtout depuis que j'ai retrouvé et relu mon exemplaire de « 1984 » de Georges Orwell.

Quittons la fiction et voyons la réalité. Depuis les attentats de Charlie Hebdo (janvier 2015) on constate que la réponse du gouvernement est uniquement sécuritaire. Et on voit aussi que les différentes mesures mises en place par le gouvernement (état d'urgence, arrestations arbitraires d'opposants politiques, interdictions de manifester et assignations à résidence) ne semblent pas faire réagir les masses.

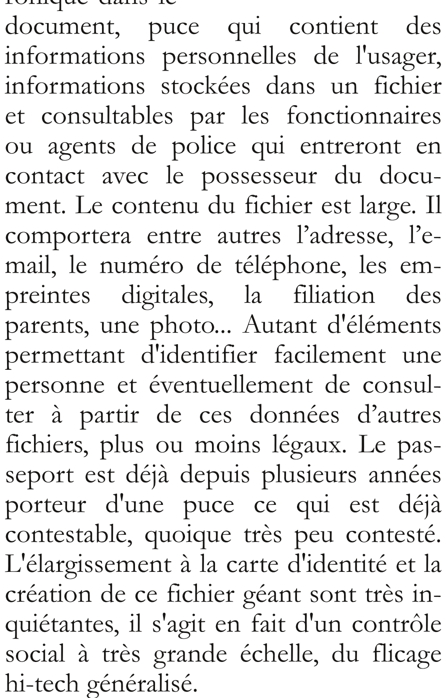
Le tout dernier chapitre de cette évolution qui ressemble de plus en plus à la politique de « Big Brother » est le projet de mise en place d'un fichier généralisé des Français avec la création des « titres électroniques sécurisés ». Ce ne sont pas moins de 65 millions d'individus qui sont visés... comme si nous étions tous des terroristes.

Les faits sont les suivants. Le ministère de l'Intérieur vient de publier, subrepticement, sans véritable débat, sans aucune information préalable de la population, comme un véritable oukaze le « *Décret n° 2016-1460 du 28 octobre 2016 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité* ».

L'introduction de ce décret précise : « Publics concernés : citoyens français, administrations » et fixe l'objet « création d'un traitement de données à caractère personnel commun aux passeports et aux cartes nationales d'identité. » avec une entrée en vigueur « le lendemain de sa publication » au Journal officiel.

Le prétexte de ce fichage généralisé, serait de faire quelques économies budgétaires (en supprimant environ 1 300 postes de fonctionnaires dans les préfectures).

La réalité, c'est la transformation de la bonne vieille carte d'identité classique en un document biométrique. Biométrique qu'est-ce que c'est ? C'est le fait d'intégrer une puce électronique dans le document, puce qui contient des informations personnelles de l'usager, informations stockées dans un fichier et consultables par les fonctionnaires ou agents de police qui entreront en contact avec le possesseur du document. Le contenu du fichier est large. Il comportera entre autres l'adresse, l'e-mail, le numéro de téléphone, les empreintes digitales, la filiation des parents, une photo... Autant d'éléments permettant d'identifier facilement une personne et éventuellement de consulter à partir de ces données d'autres fichiers, plus ou moins légaux. Le passeport est déjà depuis plusieurs années porteur d'une puce ce qui est déjà contestable, quoique très peu contesté. L'élargissement à la carte d'identité et la création de ce fichier géant sont très inquiétantes, il s'agit en fait d'un contrôle social à très grande échelle, du flicage hi-tech généralisé.



Ce décret a été lancé sans que quiconque puisse réellement donner son avis. Exemple qui démontre à la fois le ridicule des procédures et leur caractère parfaitement arbitraire : ce n'est que *« Mercredi 16 novembre 2016, après une déclaration du Gouvernement [que] les sénateurs ont débattu, en séance publique, du décret du 28 octobre 2016 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité. »**1. Autrement dit, la discussion de ce texte par le parlement intervient plus de 15 jours après sa publication !

Ce décret, totalement antidémocratique tant dans la façon dont il a été imposé que sur le fond, s'inscrit dans la lignée des diverses tentatives de fichage de toute la population a des fins policières. En 1978, le projet SAFARI (sous le sympathique Giscard-d'Estaing) prévoyait déjà de lier les fichiers administratifs entre eux à des fin policières. Le projet avait été abandonné suite au scandale qu'il provoqua, entraînant la création de la CNIL, organisme aujourd'hui très affaibli. Plus récemment, les fichiers européens de demandeurs d'asile et de visa ont été utilisés à des fins policières.

Comble de l'ironie concernant ce fichage — inédit depuis 1940 et le tristement célèbre régime de Vichy — que les socialistes s'empressent de mettre en place (pour simplifier dans quelques mois le « travail » de Marine ?), un texte identique avait été présenté par la droite dure en 2011 quand les socialos-écolo étaient dans l'opposition... A l'époque, ils ont dénoncé vertement ce qui n'était encore qu'un projet comme un *« fichage général de la population française »*. Et en 2012, un certain Jean-Jacques Urvoas, aujourd'hui ministre de la Justice et promoteur de ce mégafichier, fut à l'origine, accompagné de 120 parlementaires de gauche d'une censure du Conseil constitutionnel du projet identique proposé par l'UMP/LR à l'époque.

Pourquoi un tel revirement ? Nous attendons la réponse.

*1 :https://www.senat.fr/espace_presse/actualites/201611/fichier_tes.html

UNE INDUSTRIE BIEN ARMEE FACE A LA CRISE

Si le climat économique est globalement morose, il y a au moins un secteur dont la santé est éblouissante : celui des industries de l'armement. Le marché mondial de la défense a battu un record de ventes en 2015, en progression de 11 % par rapport à 2014 . Et cette croissance va continuer : la situation géopolitique mondiale est incertaine et tous les Etats rêvent d'avoir une armée plus puissante que celles de leurs voisins. La France est la grande gagnante de cette compétition : elle « *a relancé son industrie de défense et bénéficié de ventes régulières plusieurs années consécutives* **» constate un expert. En 2012, les exportations françaises d'armement s'élevaient à 4,8 milliards d'euros, en 2015 elles ont atteint 16 milliards d'euros et elles vont plus que doubler encore en 2016. Cette vertigineuse croissance fait que la France est devenue le troisième vendeur d'armes dans le monde, devant l'Allemagne, et elle devrait dépasser la Russie pour «** *devenir le deuxième plus grand exportateur mondial d'équipements de défense* **» dès 2018 selon la revue spécialisée Jane's.**

Les États-Unis, leader incontestés, restent encore hors d'atteinte. Les firmes d'armement françaises, Dassault, D.C.N. , Thalès, Airbus etc. sont à la fête, leurs bénéfices gonflent en proportion et leurs actions crèvent les plafonds. Nos responsables politiques ne manquent pas de mettre en avant ces succès, générateurs d'emplois et de rentrées de devises. Ainsi, suivant Jean-yves Le Drian, ils constituent « *une reconnaissance de la puissance de la France , de sa dimension mondiale* ». De gauche ou de droite, tous les nationalistes, amoureux du bleu-blanc-rouge bombent le torse et poussent des cocoricos. Nos actuels dirigeants politiques n'hésitent pas à attribuer ces succès à leur action, à leur engagement, à leur talent et ils en tirent gloire. On ne peut pourtant s'empêcher de faire un parallèle entre la courbe des ventes d'armes et celle des engagements militaires français à l'étranger : jamais, depuis les débuts de la cinquième république, les armées françaises n'avaient été engagées sur autant de terrains d'opération : Mali, Syrie, Lybie etc. « Moi-président » laissera dans l'histoire le souvenir d'un grand chef de guerre. Et chacun de ces théâtres d'opération constitue pour nos armées un remarquable terrain de démonstration. C'est que les acheteurs d'armement sont comme n'importe quel client : ils sont difficiles, exigeants ; ils veulent voir, vérifier. C'est que dans le domaine des ventes d'engins de mort, la concurrence est rude et rien ne vaut, pour prouver la réelle efficacité du matériel et finaliser un contrat, l'épreuve de vérité, c'est-à-dire leur utilisation en temps de guerre contre de vrais ennemis, sur de vrais théâtres d'opération. Et des théâtres d'opération pour vérifier l'efficacité des



matériels, corriger leurs défauts, optimiser leurs performances, nos fabricants nationaux en ont plus que de besoin, ce que nos « *représentants* » ne manquent pas de mettre en avant. Ils ont en face d'eux de redoutables négociateurs, des gens extrêmement riches comme l'Arabie Saoudite ou le Qatar, (pétrole oblige) qui ne s'embarrassent pas de sentimentalisme : l'Arabie Saoudite par exemple applique strictement la charia (amputations, décapitations (153 condamnés décapités en 2015) et lapidations en place publique ; par exemple, le jeune Ali Mohamed al-Nimr dont le tort était d'être le neveu d'un dignitaire chiite, farouche opposant au régime, a été décapité et son corps, crucifié exposé pour l'exemple sur une place publique. Par ailleurs, l'armée saoudienne engagée dans une guerre au Yémen est accusée par les organisations humanitaires de dizaines de meurtres de civils (bombardement d'hôpitaux, d'écoles etc.). Quand on est face à de tels acheteurs, il faut faire preuve de réelles qualités de négociateur, surtout quand l'on sait que la France a ratifié le Traité international sur le Commerce des Armes. Ce traité a pour but de réguler le commerce « *légal et légitime* » des armes et sa rédaction devrait nous interdire de commercer avec l'Arabie Saoudite. En effet, les Etats signataires s'engagent à « *ne pas autoriser de transferts d'armes classiques, ni de leurs munitions pièces ou composants….. s'ils ont connaissance, lors de l'autorisation, que ces armes ….. pourraient servir à commettre des crimes internationaux, notamment des crimes de guerre* ». La France, patrie des droits de l'homme, a par ailleurs signé la charte de l'Organisation Internationale du Travail et en particulier les articles relatifs à la liberté syndicale, à la reconnaissance effective pour les travailleurs du monde entier du droit de négociation collective et à l'élimination du travail forcé ou obligatoire. En mai 2014, le constructeur DCNS (dont l'Etat français est actionnaire) vendait à l'Égypte (ce pays connaît depuis l'arrivée au pouvoir en 2013 du maréchal Sissi un cycle répressif - massacres de manifestants, emprisonnement des opposants, procès iniques, élections totalement truquées) 4 corvettes dont trois devaient être construites en Égypte. Le chantier naval chargé de ce contrat racheté par l'armée Égyptienne, connaît depuis ce rachat des conflits sociaux. Les nouveaux propriétaires n'ont pas hésité à laminer très fortement les salaires et les primes des ouvriers civils : de 400 € mensuels les salaires plus primes ont été ramené au salaire de base soit 50 € augmenté suivant les mois de 10 à 30 € de primes. C'est lors de la distribution de la prime du ramadan (mai 2016) que la colère des ouvriers a explosé : la direction de l'entreprise accordant royalement une prime de 7 €, alors que traditionnellement les ouvriers recevaient l'équivalent de deux mois de salaire. Suite à une

entrevue avec les ouvriers, le directeur a appelé l'armée pour investir l'entreprise. Le 25 mai, 14 ouvriers sont arrêtés et emprisonnés puis inculpés avec 12 autres. « *Ces 26 employés ont été choisis à peu près au hasard, dans tous les secteurs de l'usine. La direction veut faire un exemple pour mettre au pas toute l'entreprise. Ils ont beau être innocents, le juge militaire ne fera qu'appliquer les ordres qu'on lui transmet* » déclare leur avocat. De fait, les tribunaux militaires ont en Égypte une compétence très large, leurs juges sont sous les ordres du chef d'état-major et ils n'offrent aucune garantie de procès équitable. Le procès a été plusieurs fois reporté et des ouvriers sont toujours emprisonnés. Des intérimaires ont été embauchés à leur place pour construire les navires vendus par la France.

Soyons justes, la France ne vend pas des armes qu'à des pays qui violent les droits de l'homme comme l'Égypte ou l'Arabie Saoudite, ou qu'à des pays qui financent ou ont financé des terroristes comme le Qatar ou l'Arabie Saoudite. Parmi nos clients, nous comptons aussi des pays comme l'Australie (sous-marins) ou l'Inde (avions). « *La plus grande démocratie du monde* » (plus de un milliard d'habitants) vient ainsi de nous acheter 36 Rafale pour un montant de 8 milliards d'euros. Cette somme représente un an et demi du budget que l'Etat indien consacre à la santé ! Or la situation des institutions sanitaires indiennes est lamentable : la majorité des hôpitaux et des dispensaires sont délabrés et des dizaines de millions de patients n'ont pas accès aux soins. Pour comprendre le choix du gouvernement indien, il faut prendre en compte le fait que l'Inde, majoritairement peuplée d'hindouistes, est depuis sa création en conflit au sujet du Cachemire avec le Pakistan peuplé quasi exclusivement de musulmans. Depuis 1947, les deux pays sont en état de guerre larvée et les fréquents affrontements militaires ont causé des milliers de morts, ceci pour le plus grand profit des vendeurs d'armes. Jouant sur la fibre patriotique, les militaires indiens, jaloux des matériels détenus par l'armée pakistanaise n'ont donc eu aucun mal à présenter comme une urgence absolue l'achat de ces avions. Les personnels hospitaliers et les patients indiens devront attendre, mais que les âmes sensibles se rassurent ; gageons que les gouvernants français auront pensé à expliquer à leurs homologues indiens les avantages d'un « téléthon » pour financer la modernisation de leurs hôpitaux. Dans ce domaine aussi, l'expertise de la France est incontestable. Grâce au talent de nos gouvernants, à leur capacité à « oublier » les traités qu'ils ont signés ou à détourner le regard pour ne pas voir certaines réalités obscènes, la France va devenir le deuxième marchand d'armes dans le monde. Pour parvenir à ce résultat, nous voici fournisseurs d'armes et complices objectifs de certains des pires états criminels de la planète. Le plus effrayant est que ce sont les mêmes qui d'une main ratifient des traités internationaux pour défendre les droits de l'homme et de l'autre signent avec des états voyous des contrats d'armement, vantent le rôle historique de la France, patrie des droits de l'homme, infatigable défenseur de la liberté et en même temps se bouchent les oreilles pour ne pas entendre les cris des torturés et des massacrés. Que pèsent en effet, ces cris, ces souffrances, ces détresses face aux milliards de dollars des ventes d'armement, aux profits des entreprises et des actionnaires, aux emplois créés en France : rien, absolument rien, affirme notre premier ministre en réponse à la question d'un journaliste. La grandeur de la France, sa santé économique sont une raison suffisante. C'est la dure loi du système capitaliste, un système aussi immoral qu'inhumain car il ne connaît que la loi de l'argent et autorise toutes les bassesses pour accroître le profit, raisons pour lesquelles nous voulons son abolition. ///

COURRIER DES LECTEURS

« Suite à la lecture de l'article « Lumières d'aujourd'hui en pays musulman » (Anarchosyndicalisme n° 151) j'ai acheté le numéros Hors série de Courrier International consacré aux « Libres-penseurs de l'islam ». C'est un vrai plaisir de découvrir les articles ou extraits d'ouvrages (beaucoup n'ont pas été édités en français) de tant d'hommes et de femmes, élevés dans la religion islamique et qui en sont venus un jour à la remettre en cause. Certains sont athées, d'autres se limitent à critiquer les aspects totalitaires de l'islam, tous en tout cas affirment la primauté de la raison et leur implication dans les valeurs humanistes universalistes : égalité des sexes, liberté de conscience et d'expression, respects des différences, laïcité, etc. Le titre de votre article est judicieux car leurs préoccupations, leurs questionnements sont bien ceux qui animaient les promoteurs des lumières. Je conseille donc la lecture de ce numéro de « Courrier International », elle redonnera un peu d'optimisme à tous ceux qui, comme moi, sont effrayés par la montée des religions et des intégrismes, du fanatisme et des guerres, toutes choses étroitement liées. »

« Je vous envoie juste un mot à propos d'Ebru Firat. Cette toulousaine de 25 ans a été arrêtée le 8 septembre à l'aéroport d-Istanbul puis condamnée à 5 ans de prison alors qu'elle allait rejoindre sa famille à Toulouse. Elle avait déjà pris toutes les dispositions pour s'y installer et rechercher du travail. La raison de sa condamnation est qu'elle s'était engagée dans les combats contre Daesh au côté du mouvement kurde de femmes qui ont repris Kobane aux barbares de l'Etat Islamique. Un comité national de soutien vient de se constituer à l'initiative de ses avocats toulousains (Maitres Casero et Habenas). En tant que lecteur d'Anarchosyndicalisme !, je crois qu'il est important de participer à son soutien ». facebook.com/Comite.National.Ebru.Firat

« **Bravo pour l'article (n°151) « Lumières d'aujourd'hui en pays musulmans » et pour le très intéressant dossier consacré à l'esclavage et aux Lumières ».**

1000 BABORDS !

Le vendredi 28 octobre 2016 avait lieu à Mille Bâbords, local militant de Marseille, un débat à partir du texte « Jusqu'ici tout va bien »*1 dans le cadre d'une soirée intitulée « S'opposer au racialisme : discussion »*2. Dès le départ de la soirée, un groupe de personnes a fait irruption violemment dans le local dans le but d'empêcher ce débat.

Cette attaque du local de Mille Bâbords par un groupe de personnes auto-proclamées « racisées »

(ce qu'elles revendiquent délibérément dans leur tract*3), s'inscrit dans une série d'attaques telle celle contre la bibliothèque parisienne « La Discordia » (et cette dernière à plusieurs reprises) dans l'objectif d'empêcher tout critique sur le concept d'islamophobie et/ou le concept de racialisme (une partie de la doxa postmoderne).

Nous avons adressé un communiqué de soutien à Mille Bâbords*4, bien que nous ne soyons pas nécessairement en accord avec la ligne politique de ce local (par exemple, son ouverture à Chouard).

La discussion n'avait pas encore commencée quand une vingtaine de personnes (nos « racisées ») étaient déjà à l'écart à l'intérieur du local, silencieuses et entourant les divers participants au débat, une de ces personnes s'installera dans les toilettes et les participants au débat se rendront plus tard compte que s'était pour s'y adonner à des occupations scatologiques (inscription sur les murs de slogan avec ses propres féces). En plus de ce groupe, une douzaine de personnes attendaient en face du local : c'était « les alliés », c'est-à-dire les personnes qui, d'après la thérorie « racialiste » (raciste) ne peuvent pas prendre part à cette action car non « racisées » elles-mêmes et donc qui restent en observateurs.

Rapidement, les slogans fusent : *« Notre race existe », « Ce débat n'aura pas lieu », « Pas l'histoire vous ne referez », « Votre avis, on s'en fout », « Regardez vos privilèges », « On reste, on existe », « Négationnistes »*, avec un lâcher de tracts*3.

En effet, pour nos assaillants « antiracistes » les races existent ! Sous un concept vague nommé la race sociale. Ce sont les mêmes qui vous expliqueront que l'islam est la religion des opprimés, oubliant tous les émirs, princes et autres rois qui la dirigent.

Face à la patience des participants au débat, nos racialisateurs paternalistes



le lieu après le passage des racialistes



ont commencé à s'emporter avec comme spectateurs le groupe des « alliés » ; ils ont alors utilisé des bombes puantes et du gaz lacrymogène ; ont jeté des chaises et des tables, notamment sur une personne en béquilles (suite à une manifestation antifasciste*5). Des personnes se feront gazer au visage, un des assaillants est équipé d'un poing américain, le local est entièrement saccagé livres et revues piétinés, affiches arrachées, … Pour finir, les assaillants ont exigé la libération de George Ibrahim Abdallah et ont récupéré l'affiche en soutien à ce dernier avant de faire voler en éclats délibérément une partie de la vitrine du local.

Malgré ces actes déplaisants dont l'objectif était à nouveau d'empêcher toute discussion critique sur les questions du racialisme ou de l'islamophobie, le débat s'est finalement tenu avec une quarantaine de personnes venant de différents horizons politiques.

Au final, Mille Bâbords ne sollicitera pas son assurance, bien que les dégâts s'élèvent à plusieurs centaines d'euros, car cette dernière exige un dépôt de plainte, ce à quoi Mille Bâbords se refuse.

On pourra pour plus de détails lire divers messages, dont un, écrit par un participant au débat, texte que j'ai utilisé, avec d'autres, pour ce résumé *6. Notons que ces moments d'extrême confusion amusent beaucoup les racialistes d'extrême-droite*7. De leur côté, il reste encore des organisations et groupes libertaires ou antiautoritaire qui n'ont toujours rien à dire sur ces exactions et qui maintiennent un silence pesant*8, même si, depuis assez peu de temps, des militants, groupes ou organisations commencent maintenant à réagir et à s'opposer à la bêtise crasse des racistes de gauche, d'où d'ailleurs la colère de ces derniers, qui sentent leur position « idéologique » (à vrai dire bien fragile) menacée et qui de ce fait s'opposent par la violence à tout débat. ///

Sources: 1:https://tuttovabene.noblogs.org/post/2016/07/14/jusquici-tout-va-bien/ _ 2: https://www.millebabords.org/spip.php?article29999 _ 3: Le tract des personnes "racisées" laissé dans le local: https://nantesindymedia.org/articles/36052 _ 4: Lien du communiqué: https://www.facebook.com/CNT.AIT.Toulouse/posts/695250437294460 _ 5: https://lelaboratoireanarchiste.noblogs.org/files/2016/11/Cest-du-délire.pdf _ 6: https://lechatnoiremeutier.noblogs.org/post/2016/11/04/publication-la-race-a-coup-de-poing-americain _ 7: http://www.fdsouche/783939-marseille-une-association-de-gauchistes-attaquee-par-des-anti-racistes _ 8: A l'heure de la rédaction de l'article, je n'ai vu que l'OCL et la FA se prononcer.

Notre appel à « Parler des Lumières » (N°148) nous a amené ce bimestre de nouvelles contributions que nous reproduisons avec grand plaisir. D'abord un tableau succinct mais significatif du courant anti-Lumières, puis un prolongement de l'article « Chimpanzé du futur ou humain génétiquement modifie ? » (n°150), ensuite un article sur Spinoza, penseur d'« avant » les Lumières mais qui leur ouvre la porte, enfin un commentaire qui fait écho à « Lumières d'aujourd'hui en pays musulmans » en présentant des réflexions autour de l'ouvrage remarquables d'un auteur Bengali des années 30 agrémenté d'introductions et notes d'auteurs qui vivent aujourd'hui en pays musulmans. Bonne lecture à tous.

LES ANTI-LUMIERES, UNE TRADITION DU XVIIIe SIECLE A LA GUERRE FROIDE

Dans les précédents numéros d' Anarchosyndicalisme, j'ai pu lire des présentations et analyses tout à fait intéressantes relatives au courant des Lumières, mais aucune d'elle ne s'est arrêtée sur le courant opposé, celui des anti-Lumières. Or, il me semble intéressant de décrire ce courant, nommé par Nietzche, et je me propose de le faire ici à partir de l'étude documentée et soigneuse de Zeev Sternhell dans *« Les anti-Lumières, une tradition du 18ème siècle à la guerre froide »* (2006). Ce livre, volumineux et précis, présente les contours et les principaux acteurs d'un courant idéologique qui, selon lui, a eu une importance capitale dans la vie des idées.

Démarrant avec Vico (un auteur italien) qui critique le rationalisme en 1725 dans son ouvrage *« La science nouvelle »*, le courant anti-Lumières se poursuit avec des auteurs aussi variés que Burke et Carlyle, Meinecke, Maistre, Renan ou Sorel.



Comme c'est le cas pour les auteurs des Lumières, il n'y a pas d'unité idéologique entre ces auteurs, mais plutôt un fond commun de pensée qui se base sur plusieurs présupposés et positions : refus du rationalisme et des droits naturels, mise en avant de la valeur des préjugés, inégalité fondamentale des hommes entre eux, caractère nocif de la démocratie et enfin, nationalisme. Ces positions ne se trouvent pas toutes chez tous les auteurs, mais elles tissent une tradition qui est cohérente et qui a fortement influencé tant les débats d'idées que l'histoire des XVIIIe, XIXe et XXe siècles.

Les anti-Lumières affirment tout d'abord la valeur des traditions et s'insurgent contre leur remise en causes par la philosophie des Lumières. Ainsi, pour Burke, il faut critiquer la Révolution Française parce qu'elle a remis en cause, non pas l'ordre existant, mais bien le meilleur ordre possible ! D'après lui, l'ordre de l'ancien régime, basé sur les traditions et la chrétienté, est celui qui permet à la société de fonctionner au mieux. Le Moyen-âge est idéalisé, et les valeurs telles que l'héroïsme mises en avant. Quant à la Révolution Française elle n'aurait été que le résultat d'un processus de décadence. La raison et l'universalisme sont considérés comme des abstractions nivellatrices qui font perdre aux hommes leur singularité.

Ce corpus théorique ne sert pas une antimodernité, nous dit Zeev Sternhell, mais est bien à l'origine d'une autre modernité, parallèle à celle issue des lumières et qui a vocation à la supplanter. A une époque où l'idée de nation n'est pas encore formée complètement, les anti-lumières en font une notion transcendante, vivante et organique. Vico, repris par Herder et ses héritiers, considère que *« la marche des affaires humaines est conditionnée non par le hasard ou par des choix arbitraires, mais par leur contexte historique et social. [...] Mais ce qui gouverne en dernière analyse la vie des hommes, que ce soit en famille ou dans le cadre de l'Etat, c'est la providence [...] »**[1]. C'est alors que Manneicke crée l'historicisme : l'historien doit examiner les faits sans émettre de jugement de valeur, dans un complet relativisme et en évitant la systématisation. Le rejet de l'universalisme par ce courant entraîne le fait que chaque nation et chaque époque doit être étudiée indépendamment, en cherchant la cause immédiate de chaque fait. C'est après cette élaboration intellectuelle que Herder produit le concept de *« destin »*, appliqué à la nation. Celle-ci est unique, et doit être étudiée comme telle. Pour les anti-Lumières l'universalisme et le rationalisme empêchent d'atteindre les particularismes qui expliquent l'histoire de chaque groupe humain.

Zeev Sternhell s'emploie à démontrer que les anti-lumières sont dans une lutte extrêmement violente contre la raison et son corollaire, les droits naturels. Selon Herder et Burke, la raison ne peut saisir les particularités de l'histoire d'une nation. Pour ce faire, il faut faire appel à l'empathie et à l'intuition, au sentiment. Soit le contraire de l'analyse et de l'abstraction. *« [...] Les émotions, l'inconscient, les sentiments, l'intuition et finalement la foi remplacent l'intellect. [...] Pour Herder, le doute, le scepticisme, la philosophie, les abstractions, la pensée éclairée tuent les forces vitales dans les hommes »* *[1]. Cet appel constant aux forces émotionnelles et religieuses a pour conséquence l'affirmation de la dangerosité du concept de droits naturels. En effet, pour les anti-Lumières, la raison n'ayant aucune capacité à saisir l'être humain dans son essence, elle ne peut être efficiente dans la détermination des règles de droits dirigeant les communautés. La seule cause première acceptable est donc par voie de conséquence *« la toute puissance du créateur »**[1]. Les anti-lumières considèrent donc que la dissolution de l'ordre existant, rendu possible par la Révolution Française, est inacceptable et constitue une véritable abomination.

Pour eux, en plus de la Providence, la société doit être bâtie sur des préjugés. Loin de les condamner comme le font les Lumières, les anti-Lumières leur reconnaissent une valeur de premier plan. Selon Taine, chaque génération n'est que *« la gérante temporaire et la dépo-*



sitaire responsable d'un patrimoine précieux et glorieux qu'elle a reçu de la précédente, à charge de la transmettre à la suivante. ». Dans toute société, on retrouve *« un résidu de justice, reliquat petit mais précieux que la tradition conserve. ».* Voilà ce que sont les préjugés : une règle de bon sens, transmise de génération en génération, qui fait sens car elle intègre en elle des siècles d'expérience. *« Le préjugé est une raison qui s'ignore »* (Taine). C'est aussi une raison collective. Toujours pour Taine, il est le fondement de la civilisation, qui permet de sortir de l'état sauvage. Il y a donc une dépendance et une subordination de l'individu à la société, car celui-ci doit se soumettre à la tradition. La société, elle, est une *« fondation à perpétuité »*, que chaque génération se doit de laisser intacte. Et la société comprend *« les structures du pouvoir, le régime, les institutions et en dernière analyse la nation. »* *1. L'Etat et les préjugés sont une forme de *« garde-fou »*, qui empêchent l'individu de redevenir un sauvage. Dans ce contexte, il ne saurait être question de liberté. La société et sa conservation priment sur tout. La démocratie est aussi à rejeter, étant contraire à *« l'ordre de la nature »* (Burke). Quant à l'égalité, elle est une uniformité et un appel au pluralisme, donc forcément destructrice de l'ordre existant et de la société que l'on doit protéger.

C'est sur cette base qu'Herder modernise la notion de nationalisme. Pour les auteurs des Lumières, la nation n'est qu'une collection d'individus réunis par la raison, par leurs intérêts et par la défense de leurs droits. Herder, au contraire, en fait une communauté culturelle, ethnique et linguistique. La nation est une individualité inaccessible à la raison, pour les motifs exposés plus haut. Si l'on suit Ziev Sternhell, il est évident que le nationalisme est une conséquence directe et inévitable de la lutte contre les idées des Lumières et de la création de cette nouvelle modernité qui en découle. Ce cadre implique que la nation est considérée comme un être vivant et une totalité. Celle-ci s'exprime *« de la manière la plus parfaite »* (Z.S.) dans la langue. *« La question se pose donc : si chaque langue constitue le réservoir de pensée propre à une nation, la pensée peut-elle encore avoir une signification et une vocation universelle? »**1. Pour les anti-Lumières, la réponse est évidemment non. S'ils tentent de déclarer toutes les nations égales entre elles, très vite, dans leurs écrits, la nation à laquelle ils appartiennent se voit attribuer un rôle supérieur, un destin (souvent de guide des autres nations).

VS'ajoute à cette modernisation de la notion de nation, la théorisation du *« déclin »*, notamment par Spengler. Celui-ci considère que l'histoire est faite d'une variété de cultures grandioses, qui ont chacune *« une croissance et une vieillesse »*. Ces cultures sont biologisées par l'emploi de qualificatifs végétaux, et de comparaisons à des arbres et des fleurs. Les cultures se succèdent sans se prolonger, et sont l'émanation d'une certaine *« âme »* selon l'interprétation de Spengler par Sternhell. Spengler fustige le cosmopolitisme et le sens froid des réalités qui ont entraîné la mort de l'empire Romain, et qui entraîneront la mort de toutes civilisations. Cette mort passera par une phase d'impérialisme, *« symbole typique de la fin »*. Pour la civilisation occidentale, le déclin est marqué par l'émergence de la raison, qui *« arrache l'homme à son enracinement dans les forces du sang et du sol »**1. Il pense aussi que chaque civilisation passe par un moment de « Lumière » au début de sa décadence. L'époque de Spengler marque aussi la disparition de la foi chrétienne comme support qui empêche l'idéologie anti-Lumière de sombrer dans le nihilisme. Spengler, Croce et Sorel sont les principaux représentants de cette chute dans le nihilisme qui aboutira au culte de la mort (« Viva la muerte ») et du sacrifice dans les années 30. La suite, nous la connaissons. C'est le développement des idées fascistes, dont la genèse est très bien démontrée dans les autres ouvrages de Zeev Sternhell : Maurice Barrès et le nationalisme français - la droite révolutionnaire - Ni droite ni gauche et enfin la naissance de l'idéologie fasciste.

C'est un travail considérable qu'a effectué Zeev Sternhell. Il permet de battre en brèche certaines idées reçus sur les idéologies d'extrême-droite. Non, celles-ci ne sont pas incohérentes, ou bien folles. Elles sont cohérentes avec une tradition intellectuelle vieille de trois siècles qu'on aurait tort d'ignorer. Bien évidemment, tous les héritiers des anti-Lumières ne sont pas des fascistes. Mais la cohérence de cette pensée trouve son accomplissement dans les divers mouvements fascistes. Pour ceux-ci, au christianisme a été substitué un socialisme anti-marxiste, vitaliste et moral, qui a pour vocation d'unir les classes dans l'intérêt de la Nation, devenue remplaçante du prolétariat dans l'imaginaire révolutionnaire des fascistes.

Un aspect peu abordé dans *« Les anti-Lumières… »*, mais développé dans ses autres ouvrages, est la place prépondérante de l'antisémitisme dans l'expression de l'idéologie des anti-Lumières. Les nationalistes français ont remarqué que l'antisémitisme était un facteur profond d'unification des milieux populaires, et ils l'ont donc rénové pour en faire un outil politique puissant. Pour eux, les *« Juifs »* sont des cosmopolites trafiquants d'argent, qui détruisent les nations de l'intérieur. Cet antisémitisme se développe de concert avec un racisme plus général mais virulent. Par exemple, pour Taine, une civilisation n'est que le résultat de ces *« trois forces primordiales : la race, le milieu et le moment »*. Ce qui lierait les hommes entre eux, c'est avant tout la *« communauté de sang et d'esprit »*. Les Juifs sont, dans cette idéologie, des corrupteurs des races avec lesquelles ils sont en contact. Ils sont les propagateurs du rationalisme, et donc du déclin des civilisations.

Sternhell nous offre un imposant outil critique de cette modernité alternative, dont on a vu les conséquences dans le fascisme, mais dont on mesure aussi l'influence aujourd'hui auprès de toutes les idéologies postmodernes, promotrices d'un relativisme culturel généralisé et d'un antirationalisme violent. Les multiples passerelles qui se créent depuis des années entre les mouvements postmodernes et les mouvements réactionnaires, voire fascistes, ne sont pas seulement le fait d'un calcul stratégique. Ils résultent aussi d'une proximité idéologique radicale sur des bases nationalistes, différencialistes et antiscientifiques. C'est pourquoi les militants identitaires de *« gauche »*, tels que ceux PIR et ses avatars ont une dette intellectuelle immense vis-à-vis de penseurs européens profondément racistes*2.

///

*1 : Citations de Zeev Sternhell. *2 : Voir par exemple « L'islamophobie, une invention du colonialisme français », Anarchosyndicalisme !, n°149

LUMIERES VERSUS TRANHUMANISME

« Le transhumanisme, c'est le post-modernisme en action »
PMO (Groupe Pièce et Main d'Œuvre – Grenoble)

Dans un précédent numéro d'Anarchosyndicalisme ! (n°150) nous avions tenté de présenter le transhumanisme et ses chimères. Nous avions rappelé comment, sous couvert d'améliorations thérapeutiques, sa propagande parvient à rallier un nombre important de scientifiques et d'universitaires dont les recherches dans les domaines des NBIC (nano, biotechnologie, informatique et sciences cognitives) bénéficient de financements colossaux de la part de sociétés comme Google et consort. Nous nous étions attachés à montrer comment cet « humain amélioré », dit post-humain, ce cyborg dont rêvent les transhumanistes, côtoierait, dans une société cauchemardesque, ceux qui n'auraient pas pu ou voulu s'améliorer, les « chimpanzés du futur », restés tout simplement au stade naturel de leur humanité. Ils se verraient donc dominés par une caste de surhumains à l'intelligence décuplée (par des implants cérébraux directement reliés à des ordinateurs) à la longévité et à la force prodigieuse.

Nous souhaitons approfondir cette première réflexion en nous attelant à la tâche ardue de rendre compte de l'ouvrage remarquable de Nicolas Le Dévédec, « *La Société de l'amélioration : la perfectibilité humaine des Lumières au transhumanisme* » (2015, éditions Liber), dont l'ambition est de comprendre comment s'est opéré un renversement complet de l'idéal humaniste des Lumières, comment l'amélioration de l'être humain dans et par la société a fait place à une conception adaptative et modificatrice de l'identité humaine. Ce lent basculement de l'idée de progrès de la sphère politique à la seule sphère technoscientifique (basculement qui culmine avec le transhumanisme) ne s'est pas fait en un jour. Il est intéressant de suivre l'histoire des idées, d'interroger l'évolution de l'idée de progrès, de suivre sa dépolitisation, sa désocialisation, au profit de l'amélioration modificative des individus. Il tente d'établir une généalogie du transhumanisme.

Pour des raisons aisément compréhensibles, nous ne ferons qu'une modeste « *visite guidée* », forcément abrégée, donc réductrice. Nous renvoyons les lecteurs qui souhaitent une approche plus détaillée, à l'ouvrage de Le Dévédec.

En ces temps de confusion et d' « *inversions malignes* », il n'est pas inintéressant de suivre ce processus de basculement de l'idée-phare de progrès : ce phénomène d'altération ou de renversement de sens des concepts, des idées est finalement si répandu qu'il caractérise assez bien notre temps.

Il faut remonter à l'antiquité grecque pour trouver la première tentative de caractérisation de l'humain comme être autonome, s'inventant et donc s'améliorant lui même : c'est le fameux mythe de Prométhée, rappelé par Platon dans le Protagoras. Epiméthée, chargé par les dieux de dispenser à toutes les espèces leurs qualités propres, a oublié dans sa distribution les humains qui se trouvent dépourvus de tout. Afin de réparer cette bévue, son frère, Prométhée, décide de dérober le feu aux dieux, symbole de la technique et de la culture…

A peine ébauchée, cette « *autonomie humaine* » sera bientôt balayée par le monde médiéval et l'institution du christianisme. Pour le christianisme et ses théologiens (saint Augustin entre autres) l'amélioration ne peut venir que de l'obéissance aux commandements divins ; le véritable salut n'intervenant que dans l'au-delà. L'homme, marqué par le sceau infamant du pêché originel ne peut que tenter de s'améliorer sans jamais y parvenir, dieu seul incarnant la perfection. Chacun chemine donc ainsi vers son salut individuel dans une société ultra-hiérarchisée, immuable, conforme en tous points à la « *volonté divine* ».

La Renaissance marque la fin de cette époque de soumission et l'humanisme, en faisant de l'homme la « *mesure de toute chose* » renoue avec l'antiquité grecque tout en annonçant l'arrivée des Lumières.

C'est Jean-Jacques Rousseau , qui emploie le premier, en 1755, le terme de perfectibilité dans son « *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* ». Cette spécificité qui permet à l'homme, contrairement aux animaux, d'améliorer sa condition, Rousseau en perçoit toute l'ambivalence. « *Il serait triste pour nous d'être forcés de convenir que cette faculté [la perfectibilité] distinctive et presque illimitée est la source de tous les malheurs de l'homme, que c'est elle qui le tire à force de temps de cette condition originelle dans laquelle il coulerait des jours tranquilles et innocents ; que c'est elle qui faisant éclore avec les siècles ses lumières et ses erreurs, ses vices et ses vertus, le rend à la longue le tyran de lui-même et de la nature* ».

La perception de cette ambivalence de la perfectibilité et l'anticipation du mésusage qui pouvait être fait du progrès, ont valu à Rousseau d'être poussé par ses détracteurs dans le camps des « primitivistes » et des nostalgiques d'un âge d'or, ce qui n'est absolument pas son propos.

Rousseau n'envisage l'amélioration que dans et par la société et défend avec force le principe « *d'auto-institution* » explicite de la société (pour reprendre les termes de Castoriadis).

On peut considérer que c'est avec Condorcet, autre penseur majeur des Lumières, que s'amorce un premier glissement du progrès vers la sphère technoscientifique.

Théoricien de la « *mathématique sociale* », il considère que la raison et la science doivent apporter l'amélioration rationnelle dont la société a besoin. Il affirme avec force sa foi en un progrès indéfini : « *La perfectibilité de l'homme est réellement indéfinie ; les progrès de cette perfectibilité désormais indépendante de toute puissance qui voudrait les arrêter, n'ont d'autre terme que la durée du globe où la nature nous a jetés* ». Dans son « *Esquisse d'un tableau historique du progrès de l'esprit humain* », il en vient même, emporté par son enthousiasme, à envisager la fin de la mort : « *Serait-il absurde, maintenant, de supposer que ce perfectionnement de l'espèce humaine doit être regardé comme susceptible d'un progrès indéfini, qu'il doit arriver un temps où la mort ne serait plus que l'effet ou d'accidents extraordinaires ou de la destruction de plus en plus lente des forces vitales, et qu'enfin la durée de l'intervalle moyen entre la naissance et cette destruction n'a elle-même aucun terme assignable* ».

Deux siècles plus tard, les transhumanistes utiliseront cette proposition pour établir une filiation que Condorcet aurait très certainement rejetée, la société harmonieuse dont il rêvait n'ayant aucun point commun avec la cité cauchemardesque des transhumanistes.

Autant les penseurs des Lumières conçoivent le progrès comme l'instrument de la volonté émancipatrice des hommes, autant leurs successeurs du XIXe siècle vont envisager le progrès comme une force extérieure à laquelle il est nécessaire de se soumettre.

Auguste Comte, le fondateur du positivisme, va s'ingénier à dénoncer la conception humaniste des Lumières : pour lui, les hommes ne sont pas maîtres de leur destin social et historique, le progrès s'impose comme une loi naturelle à laquelle ils sont contraints d'obéir : « *En général, quand l'homme paraît exercer une grande action, ce n'est point par ses propres forces qui sont extrêmement petites. Ce sont toujours des forces extérieures qui agissent pour lui, d'après des lois sur lesquelles il ne peut rien.* »

La société que propose Auguste Comte se révèle autoritaire et dogmatique ; la direction en serait confiée à des savants et à des industriels auxquels tous devraient obéissance, et, grâce à la science et à la technique, l'humanité accèderait véritablement au bonheur, état final de perfection vers lequel l'humanité tend inéluctablement.

La conception marxiste de « *la nécessité de fer du progrès* »*[1] s'inscrit en droite ligne dans la succession du positivisme de Comte et du déterminisme qui le sous-tend. Si l'on peut considérer que le jeune Marx se trouve encore en partie dans la continuation de la conception volontariste de l'amélioration sociale promue par les Lumières, le Marx de la maturité, tout à son obsession d'établir des lois incontestables de l'évolution des sociétés grâce à son « matérialisme scientifique », rejoint le camp des déterministes scientistes qui font peu de cas de la liberté humaine : « *Qu'est-ce que la société quelle que soit sa forme ? Le produit de l'action réciproque des hommes ? Les hommes sont-ils libres de choisir telle ou telle forme sociale ? Pas du tout.* »*[2]

Le progrès version marxiste ne résulte donc pas d'un choix délibéré des humains mais se révèle être une force supérieure qui contraint l'histoire et ses acteurs. Le projet scientifico-technique prend le pas sur le projet politique, et, pour Marx, l'émancipation finale ne pourra intervenir qu'à condition de se conformer à la « loi naturelle » qu'il s'agit de découvrir et qui régirait toute l'histoire humaine : « *Jamais une société n'expire avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir et jamais un système de production nouveau et supérieur ne s'y substitue avant que les conditions matérielles d'existence aient été couvées dans le sein même de la vieille société.* »*[3] Le « communisme » stade ultime de la société humaine s'accompagnera nécessairement, pour les marxistes, de la maîtrise totale de la nature : « *Ce sera la domination pleinement développée de l'homme sur les forces naturelles, sur la nature proprement dite ainsi que sur sa propre nature.* »

Cette idée de maîtrise totale de la nature et donc de la nature humaine n'est pas l'apanage du seul marxisme. A la suite de la démonstration faite par Darwin de l'évolution des espèces, un certain nombre de penseurs du XIXe siècle vont détourner cette découverte, la sortant du champ scientifique où elle est parfaitement valide (celui de la biologie) pour tenter de l'appliquer dans un autre champ (celui de la sociologie), à l'encontre, il faut le souligner, de la volonté de Darwin. Sur la base de ce détournement de concept, un auteur comme Herbert Spencer créait le « *darwinisme social* » (ou « *évolutionnisme philosophique* ») et légitimait ainsi les sociétés inégalitaires dans lesquelles la notion de « *sélection naturelle* » justifierait que les forts dominent les faibles. Certains de ces « *penseurs* » pousseront plus loin et s'orienteront carrément vers l'eugénisme, n'hésitant pas à envisager la mise en place d'une sélection visant à éliminer physiquement les individus les plus faibles. On sait à quelles abominations ont conduit ces théories.

Si tout au long du XIXe siècle l'idée de progrès, de perfectibilité est restée liée à celle d'une amélioration de la société échappant en grande partie à la volonté humaine, à partir de la seconde moitié du XXe siècle, après le traumatisme des deux guerres et des totalitarismes nazi et stalinien, l'espoir de l'avènement quasi inéluctable d'un monde meilleur semble sérieusement compromis.

C'est sur cette absence de perspectives que va proliférer toute une lignée de penseurs qui va faire du remodelage et de la reconstruction de l'humain la seule possibilité d'amélioration. Discréditée, la transformation du monde cède la place à la transformation de l'humain, d'autant plus facilement que les stupéfiantes possibilités des ordinateurs (pourtant de première génération au début de cette période) prouveraient, du moins pour ce courant de pensée, l'inadaptation et l'imperfection totale de l'homme. Norbert Wiener, père de la cybernétique, déclarait : « *Nous avons si radicalement changé notre milieu, que nous devons nous modifier nous-mêmes pour être à la hauteur de notre environnement. » A l'inverse, Günther Anders définira très bien ce nouveau sentiment d'infériorité et d'imperfection humaine comme « la honte d'être né plutôt que d'avoir été fabriqué* »*[4]. On assiste ainsi à un retour en grande pompe de l'imperfection de l'homme, cette fois-ci non plus face à Dieu mais face à la machine.

Ce n'est sans doute pas un hasard si c'est un jésuite, Teilhard de Chardin, qui se fait le premier l'apôtre de cette nouvelle religion de l'amélioration et qui appelle de ses vœux la venue de « *l'ultra-humain* ». Dès le milieu du XXe siècle, les bases théoriques d'une reconstruction de l'humain sont posées. Dans les années 80, les courants constructivistes et post-modernes*[5] vont apporter leur contribution à l'entreprise de démolition de l'humanistme et ouvrir une voie royale au dangereux transhumanisme.

///

*1- On connaît la passion des marxistes pour le fer : la discipline de fer du parti, le rideau de fer, le balai de fer de Trokski… Fort heureusement, tous ce fer a fini par rouiller. *2- Lettre à Annenkov, Misère de la philosophie. *3- Avant-propos à la « *Critique de l'économie politique* ». *4- Pour un aperçu partiel de la pensée de cet auteur, voir Anarchosyndicalisme ! n°138, « *Günther Anders : la morale avec le pilote d'Hiroshima* » *5- Derrida, Deleuze, Lyotard…

AVANT LES LUMIERES
L'ETHIQUE CONTRE LA MORALE AVEC SPINOZA

Voici des idées qui paraîtront inhabituelles depuis que. dans ce journal. nous discutons des Lumières. La thèse selon laquelle la Raison serait impuissante devant une nature humaine intégralement déterminée va, *a priori*, **à l'encontre de tout ce qui s'est écrit ici-même à propos des Lumières, et trouve difficilement sa place dans la pensée anarchiste. Ces idées, qui sont celles de Spinoza (1632-1677), ont pourtant largement contribué au développement des philosophies des Lumières, en reprenant les thèses de Thomas Hobbes (1588-1679), à l'origine des théories du Contrat avant Rousseau, et en faisant la critique de la religion, de la superstition et du caractère coercitif de la morale classique, au motif qu'elle empêche les individus de s'exprimer. Comment dire ce qu'il faut être et ce qu'il faut faire, sans hiérarchie de valeurs a priori ? Puisque la Morale implique en effet une hiérarchie des valeurs : il n'y a pas de morale si tout se vaut ou si tout est égal. Admettre une hiérarchie des valeurs implique, à son tour, un principe supérieur qui impose des devoirs. Son esprit est le principe d'obéissance. Avec Spinoza, c'est au contraire un peu de l'esprit libertaire que l'on voit souffler dans l'histoire de la philosophie morale.** *Effectivement, il n'y a pas de morale si tout se vaut ou si tout est égal, pas de morale dans un monde qui refuse la hiérarchie, pas de morale dans un monde horizontal. En revanche, il y a une éthique.*

LE SYSTEME DE LA NATURE DES CHOSES

L'*Ethique* de Spinoza est un livre-système. Il veut proposer une explication totale de l'ensemble du système du monde, en poursuivant ce qu'avait initié Descartes (1596-1650) juste avant lui, lui qui marque définitivement la fin du Moyen-Âge, en se débarrassant de la scolastique, c'est-à-dire du commentaire toujours recommencé d'Aristote qui faisait « école ». Descartes oublie toute la bibliothèque scolastique, et recommence tout à partir de lui-même, seul avec lui-même, méditant sur soi, doutant de tout, ne conservant comme valable que ce qui est absolument certain, en évacuant tout ce qui peut relever de la projection de l'imagination humaine sur les choses. Spinoza se situe dans la continuité de cet esprit cartésien.



Son livre s'intitule l'*Ethique*, c'est-à-dire qu'il est une réfexion sur la vie et l'action bonnes (en grec, *ethos* : le comportement), sur ce qu'il faut être et ce qu'il faut faire, sur la liberté et le bonheur des hommes. La première partie porte sur la nature des choses, partie qu'il appelle *De Dieu* (mais qui en redéfinit totalement le concept par rapport à l'esprit judéo-chrétien), et que Spinoza achève par un *Appendice* qui défait totalement le mécanisme de la croyance religieuse, en montrant qu'elle est une conscience inversée de l'homme, deux siècles avant Feuerbach et Marx, qui reprendront la même idée. C'est ensuite qu'on passe à la nature humaine, étant donnée cette nature des choses : la partie 2 porte sur *l'esprit humain*, la partie 3 porte sur *les affects*, elle est centrée sur la question du pouvoir propre du corps, l'inconnu du corps et l'inconscient de la pensée. Spinoza termine son livre-système en examinant quel est notre degré de puissance sur cet inconnu du corps et cet inconscient de la pensée : la partie 4 s'intitule *De la servitude humaine*, et la partie 5, *De la liberté humaine*.

À l'intérieur de cette vision totale de la nature des choses et du monde, de l'Être en tant que tel, la question est : quelle place avons-nous ? Quel pouvoir avons-nous sur la nature des choses et sur notre propre nature ? Quelle liberté ?

Au terme de la partie 1, les choses sont très claires, et la vision de Spinoza en définitive très simple. On peut l'énoncer comme ceci, sans réduire la complexité du détail du texte : **Nous ne sommes que des parties insignifiantes de la Nature, et nous n'avons de pouvoir sur rien.** La Nature n'est rien d'autre qu'un réseau de rapports de causes à effets, et l'homme n'est pas *« comme un empire dans un empire »,* c'est-à-dire qu'il est lui aussi le produit de rapports de causes à effets. C'est ce que ne voient pas les hommes de croyance et de superstition, qui pensent que les choses ont une raison d'être ou, comme dit la scolastique depuis Aristote, que *« la nature ne fait rien en vain »*, dieu ayant fait les créatures pour servir les hommes, et les hommes qui sont à son image, pour servir dieu. Cette croyance est toujours le fait de la projection des habitudes humaines sur la nature des choses, que nous interprétons à partir de notre propre nature, plus exactement à partir de ce dont nous avons conscience quant à notre nature, ce qui est peu de choses. Etant ignorants de la nature des choses, Spinoza explique que nous avons seulement conscience du fait que nous recherchons ce qui nous est utile, et que nous agissons en vue de finalités, raison pour laquelle nous voulons connaître la finalité de toutes choses, ce qui nous conduit à penser que les choses ont été disposées par dieu, recteur de la nature dôté de liberté humaine.

Feuerbach et Marx, à sa suite, diront bien plus tard que la conscience religieuse est une conscience inversée. Les hommes, en imaginant dieu, ne font rien d'autre que transférer dans une figure imaginaire, étrangère et supérieure, leurs propres qualités essentielles. On comprend du coup que lorsque les hommes pensent dieu, ils ne font rien d'autre que se penser eux-mêmes, comme étrangers à eux-mêmes. En ce sens la conscience religieuse est une conscience aliénée (aliénation : devenir étranger à soi-même), et il s'agit pour Feuerbach de faire la critique de la religion pour que les hommes récupèrent, sur le sol terrestre, la conscience d'eux-mêmes. Marx ajoutera que s'il en est ainsi, c'est parce qu'il y a une situation sociale qui crée ce besoin de conscience inversée de soi, que la misère religieuse est l'expression d'une misère réelle : *« exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé à une situation qui a besoin d'illusions »*. Spinoza est peut-être le premier à faire de cette manière l'analyse des causes de la croyance religieuse.

Sa réponse, c'est que le système de la Nature n'étant rien d'autre qu'un réseau de rapports de causes à effets, il faut par conséquent que la réalité humaine soit traitée de la même façon, comme étant causée.

LES JUGEMENTS MORAUX SONT FONDES SUR DES PREJUGES

Conséquence directe de cette pensée de la nature des choses comme n'étant faite de rien d'autre que de rapports de causes à effets : **il n'y a ni Bien ni Mal dans la Nature.** Et les comportements des hommes étant causés, comme n'importe quelle autre partie de la Nature, il n'y a donc pas plus de bien ou de mal dans nos comportements que dans le mouvement d'une feuille qui se trouve déterminée à tomber à l'automne. Les mêmes lois valent pour toutes les parties de la Nature, **et la vision que Spinoza se fait du monde est une vision radicalement anti-hiérarchique, elle est horizontale.** Nous ne valons pas davantage qu'une feuille dont la nature la détermine à être affectée de telle sorte qu'elle tombe à l'automne. C'est ainsi que le mécanisme de projection qui fait la conscience religieuse est lui-même l'expression d'une illusion sur notre propre nature. Nous imaginons un dieu dôté de liberté humaine, et nous projetons nos propres schémas d'action, mais en amont de tout cela, nous sommes dans l'illusion qui consiste, dit Spinoza, **à croire que nous sommes libres parce que nous sommes ignorants des causes qui nous déterminent**, comme si la feuille qui tombe de l'arbre pouvait se mettre à croire qu'elle est l'auteur de son mouvement et qu'elle est libre, parce qu'elle aurait seulement conscience de ce mouvement, oubliant qu'elle n'est qu'une partie de la Nature (Spinoza, dans sa correspondance, prend l'exemple d'une pierre dévalant une pente).

C'est à partir de ce fait, qu'il n'y a ni Bien ni Mal dans la nature, et pas davantage de Bien ou de Mal dans la façon dont cette nature s'exprime dans nos propres comportements, que l'on peut saisir la différence entre la Morale et l'Ethique.

HOBBES : CRITIQUE DE LA MORALE ET REORIENTATION DANS LA THEORIE JURIDIQUE

Sur cette question, c'est Hobbes qui est l'auteur décisif dans l'histoire de la philosophie morale et politique. Avant Hobbes, une certaine théorie juridique, que l'on appelle la théorie du Droit Naturel, correspondait à la morale classique. Dans cette conception, une chose se définit par son essence (par exemple, Aristote : l'homme est un animal rationnel), le droit naturel est ce qui correspond à l'essence. Conformément à cela, l'état de nature n'est pas un état pré-social, mais un état conforme à l'essence dans une bonne société, et la bonne société est celle dans laquelle l'homme réalise sa nature, qu'il ne possède d'abord qu'en puissance. Une bonne société, c'est donc quelque chose qui correspond à une essence que l'on a fixée à l'avance et à laquelle il est de notre devoir de correspondre, le problème étant évidemment que cela vient figer le modèle auquel il faut correspondre. Ce cadre ainsi posé, on comprend que c'est le devoir qui est premier, qui prescrit à chacun de réaliser sa nature. Il y a une définition a priori, l'essence, notre nature, vers laquelle chacun doit tendre. Celui qui a le savoir de l'essence dispose de la compétence de déterminer quels sont nos devoirs. C'est la compétence du sage, d'où découlent des prétentions politiques. C'est ce qui se passe dans toute l'histoire de la philosophie morale et politique jusqu'à Hobbes.

Dans la Morale il y a donc compétence de quelque chose de supérieur. Toute Morale présuppose cette idée qu'il y a un Bien et un Mal a priori, le Bien correspondant à une essence fixée de toute éternité. Ce que fait la Morale, c'est prescrire des devoirs, et son principe, c'est le principe d'obéissance envers la compétence de quelque chose de supérieur.

Avec Hobbes, la théorie du droit naturel est bouleversée, et une nouvelle théorie juridique voit le jour, qui est à l'origine de toutes les théories du Contrat. A la base du droit naturel, il n'y a plus l'essence, mais **la puissance**, idée centrale chez Spinoza. Juridiquement, cela veut dire : il est dans le droit naturel du gros poisson de manger le petit. C'est une provocation contre les anciennes théories du droit naturel et contre la morale classique, puisque cela semble dire : est permis ce qu'on peut. Cela se comprend bien, si l'on voit que l'état de nature désormais se distingue de l'état social, et le précède : effectivement, dans un état pré-social, est permis ce qu'on peut. Peu importe que l'on croie à l'existence historique de cet état pré-social : si la définition du naturel, c'est la puissance, alors il s'agit nécessairement de quelque chose qui ne concerne pas encore le social. L'état social, ce sont les défenses, les interdits, qui s'appliquent à ce que je peux. Donc : **être social et raisonnable, c'est un devenir. Le problème de la politique est : comment faire pour que les hommes deviennent sociaux (et non comment faire pour qu'ils réalisent une nature a priori)**. Ce qui est premier dans cette conception, c'est le droit. Les devoirs sont seconds, puisqu'ils ne sont que des obligations venant limiter le droit, pour que l'homme devienne social. L'important c'est qu'en matière de morale, pour autant qu'il est question du droit naturel, **le principe de la compétence supérieure disparaît.**

Par conséquent : personne n'est compétent pour moi ; et si la société civilisée se forme, cela ne peut

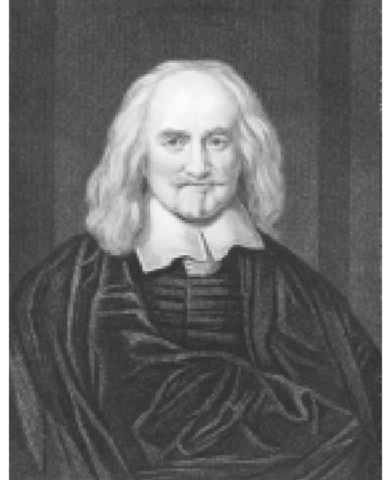
être, d'une manière ou d'une autre, que par le consentement de ceux qui y participent. Le principe d'obéissance devient quelque chose de second.

CE QUE VEUT L'ETHIQUE DE SPINOZA CONTRE LA MORALE

Spinoza, lorsqu'il construit son *Ethique*, est dans la continuité de cette révolution de la théorie du droit naturel, initiée par Hobbes. Il le dit clairement : **l'essence de l'homme, c'est sa puissance**, il dit aussi *« désir »*, et *« persévérance dans l'être »* ou encore *« dans son être »*. Cela veut dire aussitôt qu'il n'y a plus d'essence de l'homme fixée à l'avance, qui prescrirait leurs devoirs aux individus, il n'y a plus d'idée générale là-dessus, **il n'y a que des singularités**. Il n'y a que des normes individuelles, simplement fixées par le fait que je suis dans des situations où je peux davantage, et des situations où je peux moins, des situations qui font que ma puissance est augmentée, et des situations qui font que ma puissance est diminuée. Joie ou Tristesse, qui sont les deux affects fondamentaux.

Il en va de même pour l'arbre qui, au milieu des enchaînements de causes et d'effets, fait effort pour persévérer dans son être, se définissant par sa puissance, et se trouve affecté par des éléments extérieurs à lui (soleil, pluie, quantité de ce dont il a besoin dans le sol, variations de températures etc.). Parmi toutes ces choses qui l'affectent, il y en a qui augmentent sa puissance, et il y en a qui diminuent sa puissance, de sorte qu'on peut dire qu'il y a pour lui **du bon et du mauvais**, en fonction d'une norme qui lui est propre, et qui elle-même varie **selon le sens et le degré de remplissement de sa puissance.**

Voilà ce qui intéresse Spinoza : explorer les façons d'être des existants, en faisant la description des directions et des degrés de remplissement de la puissance des existants. Qu'est-ce qui nous augmente et qu'est-ce qui nous diminue ? Voilà donc la différence entre la morale et l'éthique : **il n'y a ni Bien ni Mal, cela veut dire qu'il n'y a que du bon et du mauvais**. Et cela veut dire encore du point de vue social, puisqu'il y a aussi du bon et du mauvais dans la mesure où il y a coexistence et où les hommes se rencontrent : cherchons les meilleures conditions pour que les hommes effectuent leur puissance. Gilles Deleuze a cette formule, qui ressaisit la différence entre morale et éthique : **la morale, c'est la discipline du bien et du mal, l'éthique, c'est l'art du bon et du mauvais.**



LA LIBERTE

Maintenant : quelle liberté pour les hommes ? La liberté au sens du libre-arbitre a déjà été écartée par Spinoza et dénoncée comme illusion : le pouvoir de choisir qui ne subit aucune détermination extérieure, la volonté qui agit de sa propre initiative, cela n'existe pas. En toutes choses, et comme toutes choses, nous sommes causés. La philosophie de Spinoza n'est pas, de ce point de vue, une philosophie de la liberté, mais on peut dire, d'un autre point de vue, que c'est une **philosophie de la libération**, et c'est dans ce mouvement de libération que consiste l'*Ethique*, lorsqu'on est capable de sortir des illusions de la morale.

C'est que, dans le rapport qu'on a avec les causes qui nous déterminent, Spinoza dit qu'il peut y avoir plus ou moins de passivité, plus ou moins d'activité. Nous sommes déterminés, on ne peut rien y faire, mais alors, deux possibilités : soit on subit ces causes sans les comprendre, en étant dans l'illusion quant à notre condition, en étant dans le déni : dans ce cas Spinoza dit qu'on est passif, que l'on n'est pas cause de soi, que l'on n'est pas libre. Soit on est capable de transformer le rapport que l'on a avec ce qui nous détermine, pour entretenir un rapport de lucidité avec la nature et avec notre histoire, pour comprendre et intégrer en nous-mêmes les causes de nos actions et en faire peut-être de réels motifs, parce que nous savons désormais que cela nous constitue positivement : dans ce cas Spinoza dit qu'on est agissant, qu'on est cause de soi, qu'on est libre, toujours déterminé mais néanmoins aussi auteur de soi, dans une certaine mesure qui est fonction de notre degré de lucidité.

Ce changement dans le rapport que l'on entretient avec ce qui nous détermine est donc aussi corrélatif d'un changement dans le remplissement de notre puissance d'agir. De ce point de vue, la morale se révèle tout simplement inefficace. Spinoza dénonce cette autre illusion de la morale classique, qui consiste à penser que la raison pourrait se rendre maîtresse de la partie affectée de notre être. Mais l**a raison est impuissante, les forces passionnelles seront toujours plus fortes que les intérêts rationnels.** Il faut donc renoncer à dominer les affects au moyen de la raison. Le moyen d'atteindre la liberté, et une plus grande adéquation avec soi, consiste pour Spinoza à **se détourner de nos rapports avec ce qui nous affecte dans le sens d'une diminution de notre puissance, nous dépossédant de nous-mêmes, pour leur opposer des rapports avec tout ce qui peut nous affecter dans le sens d'une augmentation de notre puissance, et qui nous rend agissants.**

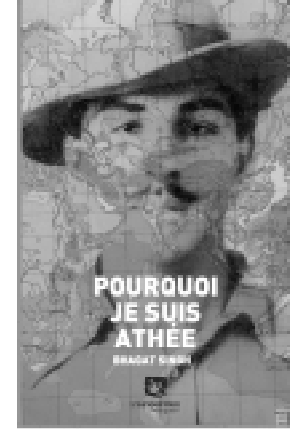
C'est cela que cherche l'éthique, en conformité avec le principe de Spinoza selon lequel **la raison bien comprise ne demande rien contre la nature, et contre notre propre nature : la raison au contraire ne commande rien d'autre que la recherche de ce qui nous est utile.** Nous savons à quel point la morale a toujours été et continue d'être un intrument dont les pouvoirs politico-religieux ont besoin, pour que les individus renoncent à eux-mêmes et se mettent au service d'intérêts qui ne sont pas les leurs. Ce que dit Spinoza alimente cette critique, en montrant que la morale est contre-nature et que, pour cette raison, elle « attriste » les hommes, c'est-à-dire qu'elle les diminue, au lieu d'aller dans le sens de la joie, et qu'elle a besoin d'attrister les rapports entre les hommes pour se maintenir, comme tout pouvoir de type coercitif.

///

POURQUOI JE SUIS ATHEE ?

On peut dire de certains livres qu'ils sont des drapeaux. La traduction en français par les Editions de l'Asymétrie de « *Pourquoi je suis athée ?* **» du libertaire indien Baghat Singh, devrait être le drapeau on ne peut plus actuel des libertaires du monde entier. On peut dire de certains livres qu'ils sont des combats. Cette édition qui regroupe des commentaires de militants athées et libertaires du monde indien et du monde arabe réengage un combat universel : sur toute la planète, au même titre que la lutte des classes, la lutte contre l'obscurantisme et le fascisme religieux est à l'ordre du jour.**

Quand j'ai lu ces textes, j'ai pensé au sordide bruit de fond qu'on entend dans un certain milieu qui consiste à nier, parfois avec violence, l'existence et le sort de ceux qui meurent dans les pays sous dictature religieuse pour avoir défendu la Liberté et la Raison. Elle nous serine que, parce qu'ils vivent dans un autre continent que le nôtre, il faudrait taire le fait que ces militants athées et libertaires sont régulièrement massacrés par des islamistes, qu'il faudrait même aller jusqu'à taire leur existence.



Ce bruit de fond sordide voudrait étouffer les cris de révolte, par exemple ceux de Shammi Haqui et Ananya Azead qui nous expliquent qu'en Inde il n'a pas fallu 20 ans pour que se développe un extrémisme religieux bipolaire capable, tel un poison lent, de changer radicalement le tissu et le psychisme de la population. Elle voudrait les étouffer parce que ces cris nous alertent : la religion n'est une drogue apaisante qu'au début, à terme c'est un poison lent. Et on en connaît le résultat par avance, pour peu qu'on veuille bien ouvrir les yeux et les oreilles.

A l'encontre de ceux qui fabriquent ce bruit de fond et qui se réduisent au rôle de complice des fanatiques et des fascistes, ce livre nous rappelle que s'il n'existe pas de frontières géographiques – puisqu'ils habitent au même endroit – il existe des frontières idéologiques. Il est bon de souligner que nous ne sommes pas du même côté de la barrière que ces nouveaux négationnistes. Hier comme aujourd'hui et aujourd'hui comme demain, il existe bel et bien une frontière entre un fanatique religieux et un libertaire, il existe bel et bien une frontière entre un fasciste et un anarchiste.

Du coup j'en suis venu à une question, « No border » (Pas de frontières) disons-nous… Mais qu'est ce que ça veut dire de vouloir abolir les frontières géographiques sans combattre ce relativisme culturel qui nie à toute force l'existence et le droit à l'existence de nos compagnons du monde entier ?

Qu'est ce que ça veut dire de vouloir accueillir tout le monde sans combattre clairement ce bruit de fond sordide qui exclut de ce monde ceux qui ne pensent pas comme les puissants, les tyrans et leurs complices, veulent qu'on pense ? No border disons-nous, oui, mais encore ?

Relire l'histoire

Qu'est-ce qui a empêché en février 1939 les réfugiés espagnols de base d'être massacrés par les franquistes lancés à leur poursuite, si ce n'est l'existence de la frontière française ? Qui aurait eu intérêt, en 1939, à brûler le poste frontière du Perthus en criant « No border » ?

Inversement, en 1945, à l'instar du fils de Mussolini ou du chef des terribles oustachis, Ante Pavelic, un nombre prodigieux de fascistes se réfugièrent en Amérique du Sud. Les nazis y furent accueillis à bras ouverts, tels le tristement célèbre docteur Mengele. Ce médecin du camp de concentration d'Auschwitz, qui avait pratiqué sur les détenus d'horribles expériences, avait gagné l'Argentine en 1949, comble d'ironie sinistre, avec un passeport de la Croix Rouge. Quel sens cela aurait-il eu à cette période en Argentine de crier « Bienvenue aux réfugiés » ?

Poser ces questions c'est y répondre. Oui les libertaires sont pour l'abolition des frontières géographiques mais pas uniquement, surtout pas uniquement, car si l'on met sous le boisseau l'existence de frontières idéologiques on ne fait rien d'autre que de rendre possible l'avènement d'un monde totalitaire dirigé par un gouvernement mondial. Un pur cauchemar.

Alors comme l'écrit la sociologue algérienne Marième Helie Lucas, il faut « … *rappeler à tous ceux qui, ici même, nient notre histoire libertaire au nom d'une identité qu'ils supposent nécessairement religieusement définie et accordent un pouvoir politique croissant aux représentants des religions, que l'alliance morbide entre les prédicateurs religieux et les détenteurs du pouvoir constitue un suprême danger* ».

« P*our rendre hommage aux blogueurs bengalis et saoudiens, aux militants pakistanais contre les lois sur le blasphème, aux dessinateurs français qui se sont battus pour notre liberté à tous* », il faut acheter « *Pourquoi je suis athée ?* » d'autant plus que les bénéfices des ventes seront reversés au site internet MUKTO-MONA (Libre Pensée) qui héberge les blogs de plusieurs athées bengalis. ///

Ce texte écrit en prison en 1930 par Bhagat Singh, constitue un brûlot malmenant à la fois les religions, les castes et le colonialisme. Encore très diffusé aujourd'hui en Inde, il exerce une influence toujours déterminante sur les luttes contre tous les fanatismes, notamment celles des blogueurs, éditeurs et libres penseurs d'Asie et du monde arabe. L'édition de cette œuvre, en septembre 2016, par les Editions de l'Asymétrie comprend des préfaces de Raihan Abir, éditeur du site *Mukto-Mona*, de Shammi Haque, blogueuse et activiste féministe de la *Ganajagaran Mancha* (*Mass awakening Platform / Plate-forme pour le réveil des masses*), et de Marieme Helie Lucas, sociologue, fondatrice et coordinatrice des réseaux *Secularism is a Women's Issue* et *Women living under Muslim Laws* ainsi que des Postfaces de Chaman Lal, historien, JNU-Delhi, et d'Ahmedur Rashid Chowdhury (Tutul), éditeur, *Shuddhashar*. Le prix d'achat est de 10 euros.

UN GONCOURT "LUMINEUX"

Ces dernières années, les Goncourt ont la main heureuse. Après avoir couronné il y a deux ans Lydie Salvayre pour son roman « Pas pleurer » qui prend appui sur « l'été radieux de 1936 » vécu par sa mère lors de la révolution libertaire espagnole, voici que le Goncourt 2016 vient d'être attribué à la marocaine et française Leïla Slimani, pour son roman « Chanson douce ».

Leila Slimani, et c'est ce que cet article veut souligner, outre ses qualités d'auteure est connue pour ses positions humanistes. Elle n'a pas attendu le prix Goncourt pour prendre position contre la violence engendrée par la religion et les régimes autoritaires dans le monde arabe, plus particulièrement au Maghreb, mais l'attribution de ce prix lui a ouvert les portes des médias, ce qui lui a permis de multiplier déclarations et interviews.

Ainsi, début novembre 2016, alors que deux adolescentes marocaines ont été arrêtées et emprisonnées par la police de leur pays pour s'être rendues « coupables » d'homosexualité. Leila Slimani prend leur défense et celle de la cause des homosexuels en général, fortement réprimés au Maroc. Elle appelle les Marocains à se soulever contre « l'humiliation » faite aux homosexuels dans ce pays. Elle dénonce les lois « moyenâgeuses » en vigueur dans le pays, en effet l'homosexualité est par exemple passible de six mois à trois ans de prison... La critique est pour le moins radicale, loin des thèses du relativisme culturel qui polluent l'extrême gauche et la gauche française, soumises à des réactionnaires comme Tariq Ramadan pour qui l'homosexualité est un trait culturel occidental indissoluble dans la culture musulmane*1. Esprit brillant, Leïla Slimani profite de ce fait divers pour élargir sa critique, consciente que la lutte contre l'autoritarisme du régime doit être globale. Elle affirme « La question, c'est la question des droits de l'homme, des droits sexuels, de la dignité et, en particulier, la dignité du corps de la femme », et elle souhaite l'avènement d'« une femme qui ne soit à personne, qui ne soit ni une mère, ni une sœur, ni une épouse, mais une femme et un individu à part entière. »

Il y a quelques mois à peine, fin 2015, Leila Slimani a participé à un ouvrage collectif intitulé « Qui est Daech ? ». Sa contribution avait pour titre « Intégristes, je vous hais ». Le titre à lui seul est très révélateur. Sa haine de l'intégrisme provient sûrement de l'amour pour la vie humaine transmis par ses parents, qu'elle décrit comme « humanistes ». Dans un entretien avec le site Terrafemina elle nous dit que ses parents lui ont appris que « le plus important, ce n'était pas la religion, pas la nationalité, mais simplement le fait d'être humain. ». En tant que libertaires nous ne pouvons qu'être d'accord avec cette vision des choses.

Toujours sur le site Femina, Leïla Slimani écrit, au sujet de la montée de l'intolérance au Maroc, que « Les gens se sentant abandonnés par l'Etat se sont tournés vers l'obscurantisme. », un fait que, faute de perspectives révolutionnaires, nous retrouvons ici en France (avec la monté des intégrismes religieux – chrétiens et musulmans – et celle de la fachosphère). Contrairement aux islamo-gauchistes postmodernes actuels qui, faisant le même constat ne trouvent pas mieux que d'accompagner activement les gens vers l'obscurantisme, l'écrivaine prend, elle, position contre ce même obscurantisme dès qu'elle le peut. Elle n'hésite pas à critiquer la position ambiguë du gouvernement français qui accueille les dirigeants saoudiens ou traite avec Bashar El Assad. Pour elle on ne peut pas défendre les valeur de liberté et d'égalité tout en menant une politique étrangère totalement contradictoire, en traitant avec des régimes totalitaires. Cette position tranche encore une fois avec nos postmodernes qui eux font comme nos gouvernants : ils condamnent le racisme tout en diffusant par exemple le concept d'islamophobie propagé actuellement par les monarchies intégristes du Golfe. Dans le même registre Leïla Slimani, qui vit en France, n'hésite pas à critiquer le Front National entre autres pour ses position qui nient la liberté de la femme telle sa position anti-IVG. En cela, elle se place dans la lignée du féminisme qui défend la femme concrètement, contrairement aux post-féminismes qui n'ont pas grand chose de féminisme et qui pensent défendre la cause féminine en proposant à ces même femmes la ségrégation volontaire par l'entremise de réunions ou de manifestations « non-mixtes », le port de la burka et en écrasant la voix des femmes prolétaires victimes de l'exploitation.

Une autre déclaration tirée d'un entretien surle site du Point, également très frappante est celle-ci : « Aujourd'hui, dans les sociétés musulmanes et maghrébines, on est vraiment à un tournant. Il est très dangereux de ne pas faire de choix de projet de société, de rester dans une ambiguïté où on ménage les conservateurs tout en se donnant certains aspects de modernité. Ça fait le lit des intégristes. ». Comment ne pas faire l'analogie avec la société française et reconnaître ici l'attitude postmoderne qui, on le sait aujourd'hui, a effectivement fait le lit des intégristes avec le résultat que l'on sait ? Dans le même entretien, elle touche du doigt une réalité cruelle, celle de l'assignation identitaire. Elle même victime de ce phénomène elle dit à ce sujet : « Moi, bien sûr, ça va, je suis binationale, et je suis très attachée au Maroc. Mais quand on est français, qu'on est né ici, ça doit être très difficile d'être constamment assigné à son origine. ». Il est en effet insupportable, pour un être pensant, d'être constamment assigné de la sorte à une identité imposée soit par des réflexes réactionnaires venant de l'extrême-droite soit, et cela doit être encore plus dur, par des courants supposés de gauche comme le racialisme, tenant d'une violence symbolique mais également concrète.

Bien que l'on doive saluer le courage et la pertinence de certaines positions de Leïla Slimani, il ne s'agit pas d'une militante libertaire et nous ne pouvons qu'avoir des analyses divergentes sur certains points. Ainsi, Leila Slimani pense que la situation catastrophique des libertés aux Maroc (et ailleurs dans le monde arabe) n'est pas liée à la religion. Dans sa critique du système politique marocain elle dédouane en effet la religion en disant « On maintient cette dichotomie, on maintient ce fossé parce que ça arrange le système, ça arrange certains, Cela n'a aucun rapport avec la religion. Beaucoup d'imams, beaucoup de théologiens extrêmement éclairés vous expliqueront que ça n'a aucun rapport ». Nous portons quant à nous un autre regard sur le rôle des religions dans toutes les sociétés. ///

*1 – Il s'agit d'un mensonge éhonté. Certains des plus grands auteurs arabes Abou Nouass (747-815), Al-Jahiz (781-869), Ibn Arabi (1165-1240), Ibn Hazm (994-1064), ont parlé très librement de l'homosexualité dès le VIIIe siècle, alors que l'Occident n'influençait nullement l'Orient (voir : http://rue89.nouvelobs.com/2013/02/08/non-lhomosexualite-nest-pas-imposee-aux-arabes-par-loccident-239439)

REPONSE A UNE PAIRE DE SOTISES

Les textes d'*Anarchosyndicalisme !* soulèvent l'ire des post-modernes sur divers sites internet, et on les comprend : nous battons en brèche leurs âneries. En ce moment, deux « arguments » principaux nous sont opposés. Voici les réponses qu'ils appellent.

Le premier est nouveau. Donnons-lui la préséance, d'autant qu'il « tourne » sur les réseaux sociaux, comme si c'était une grande découverte. Le voici : « … *lorsqu'on refuse à l'islamophobie le qualificatif de racisme, parce que, je cite, « les musulmans ne sont pas une race », c'est a priori admettre qu'on pense tout au fond, même inconsciemment, malgré l'universalisme proclamé, que* **d'autres groupes sont des races pour de vrai.** »

Le petit exemple suivant va suffire à dévoiler l'inanité de ce propos. En cette période d'avant Noël, ma petite fille de 4 ans et demi est revenue hier de la maternelle toute chamboulée car une « grande » venait de lui révéler que « *Ce sont les papas qui font les pères Noëls* ». Sa maman l'a rassurée : « *Mais non, ton papa n'est pas le père Noël* ».

Si notre interlocuteur avait assisté à la scène, j'imagine qu'il aurait appliqué immédiatement ce qui lui tient lieu de raisonnement à cette maman et qu'il aurait conclu qu'indubitablement ma belle-fille, tout au fond d'elle-même, pense que le père Noël existe. Je suis en mesure de lui apporter un démenti cinglant : depuis l'âge de 5 ou 6 ans, ma belle-fille sait que, *pour de vrai*, le père Noël n'existe absolument pas.

De même, quand nous opposons au discours « *J'ai été enlevé par des extra-terrestres* » du gourou Raël (secte des raëliens) un démenti formel « *Non, Raël, tu n'as pas été enlevé par des extra-terrestre* », cela n'indique ni de près ni de loin que nous croyons aux soucoupes volantes, aux visites et aux enlèvements d'humains par des petits hommes verts munis de leurs sympathiques petites antennes.

Le raisonnement de notre interlocuteur rappelle celui d'un Grec inepte qui affirmait : « *S'il y a des temples, il y a des dieux. Or il y a des temples, donc il y a des dieux* », ce qui fit se rouler de rire tous les philosophes de l'époque, Lucien en tête si mes souvenirs sont bons. Je dois dire que la phrase de notre interlocuteur m'a fait le même effet.

Pour finir, il est clair que, quand on écrit « *les musulmans ne sont pas une race* », on s'oppose tout simplement aux individus (manifestement nombreux, du Ku-Klux Klan à l'extrême gauche) qui sont persuadés, eux, qu'il existe des races. On combat leur sinistre illusion sans en partager une once. Point barre.

L'autre type « d'argument », plus classique, est le suivant : « *N'y a-t-il pas d'arabes parmi vous ?* », ce à quoi un ou une autre internaute ajoute « *Non il n'y a pas d'arabes, c'est 3 ou 4 vieux blancs racistes qui voudraient revenir au militantisme des années 60…* ». Dans son texte, la première personne avait écrit également « *C'est une violence que ne pas vouloir écouter les gens* ». Ce type de violence, les post-modernes ne se gênent pas pour nous la faire. Très probablement, ces deux personnes que je cite ici n'ont jamais mis les pieds dans notre local, ce qui n'empêche pas l'une d'elles de nous « décrire ». Si par le plus grand des hasards elles l'ont fait, elles mentent. Cela dit, revenons aux « arguments ».

Nous ne demandons jamais aux personnes qui prennent contact avec nous de quelle supposée origine raciale elles sont. Pour une raison bien simple : on s'en fout. Par contre, nous échangeons sur leurs conditions de vie, de travail, sur l'exploitation qu'elles subissent… et justement, de ces échanges, il ressort que beaucoup d'entre-nous avons subi directement de fortes discriminations parce que nous étions sans papiers, souvent sans revenu stable ou que la langue française nous était parfaitement étrangère (sans compter, pour les très âgés, le passage par quelques camps de concentration. Il en reste parmi nous, les anarchos ont la peau dure…) bref, autant d'oppression sinon plus, que des personnes nées en France et qui revendiquent maintenant leur « racialisme ». Ça devrait donner à réfléchir, non ?

Ensuite, ça c'est exact, il y a des « vieux » à la CNT. Deux petites remarques en passant : 1/ pas que des vieux 2/ les dénoncer comme de « vieux blancs » est typiquement une formulation raciste. L'avantage que nous avons, nous les vieux*[1], est que nous avons un passé qui parle pour nous (au moins pour ceux qui continuons à être ce que nous avons été). Dans les années 60, qui semblent si éloignées à l'internaute qui nous critique, beaucoup d'entre nous étaient engagés aux côtés de la résistance libertaire espagnole. Un certain nombre de copains y ont laissé la peau. Ainsi, le militant anarchiste Salvador Puig Antich, à 26 ans fut assassiné par l'Etat espagnol au « garrotte vil »*[2]. D'autres militants ont été torturés, lourdement condamnés… Dans ces mêmes années 60-70, pour ne donner qu'un autre exemple, l'avortement était considéré comme un crime, passible de la réclusion à perpétuité. Et bien, il y a eu des gens, maintenant vieux, pour organiser des avortements clandestins, dans l'appartement de tel ou tel militant. Le risque était grand, il fut pris. Ici aussi il y eut des morts, au moins indirectement : la dernière personne incarcérée en France pour crime d'avortement fut un militant anarchiste, un très bon copain : Aristide Lapeyre (1899-1974). Il était, lui aussi vraiment très vieux. Ça n'empêcha pas l'Etat de l'expédier en prison. Il y fit un accident vasculaire cérébral et en succomba.

Avec l'arrivée de Fillon au pouvoir, voire de Marine, il est fort possible que l'avortement ait à revenir clandestin, entre autres joyeusetés. Nous gardons précieusement les adresses internet de nos deux internautes, sûrs que nous sommes qu'elles offriront leurs domiciles pour les faire dans la clandestinité, comme ce fut le cas dans ces fameuses années 60-70. Ce que les vieux ont eu le courage de faire quand ils étaient jeunes dans un contexte ultra-répressif, des jeunes internautes d'aujourd'hui, qui ont le verbe si haut, ne manqueront pas de le faire avant de devenir vieux (ou vieilles), n'est-ce pas ?

Et si ce n'est pas l'avortement qui devient illégal, il y a déjà beaucoup de choses à faire en ce moment : cacher des sans-papiers, aider des « arabes » : mais oui, il y a des dizaines de milliers de Syriens (par exemple) réfugiés en France, dans des conditions parfois sordides. Ils ont besoin d'aide concrète et de solidarité (pas que verbale). La CNT-AIT après avoir lancé l'initiative « Du lait pour les enfants réfugiés syriens », transformée ensuite en « Initiative laïque de soutien et d'aide aux réfugiés syriens » leur apporte une aide, au quotidien*[3]. Qu'attendez-vous, chèr(e)s internautes pour vous joindre à nous ou pour faire de même ? Pour aider les « arabes » (et les autres) qui sont dans d'inextricables difficultés ? Mais peut-être êtes vous tellement centré(e)s sur votre petit nombril que rien d'autre ne vous importe.

1 : Vu ce type d'attaque jeuniste, la rédaction a demandé à un vieux de répondre. 2 : Le garrotte, c'est un collier de fer qu'on passe autour du cou du supplicié. Le bourreau le serre ensuite progressivement, lentement, jusqu'à ce que mort s'en suive. 3 : Nous réfléchissons actuellement à étendre et développer cette initiative.

LA CRISE QUI DEBUTE DEMONTRE QUE LA SOCIETE A BESOIN D'UN CHANGEMENT PROFOND (2002)

[Extrait du numéro spécial que nous avons publié entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002]

L'ABSTENTION MAJORITAIRE

Le 21 avril, onze millions de personnes se sont abstenues. Plus d'un million ont voté blanc ou nul. Le nombre d'abstentionnistes est supérieur au double du nombre de voix recueillies par le candidat qui arrive en tête du scrutin (5 millions seulement). C'est la première fois que l'abstention est numériquement majoritaire aux présidentielles. Ce n'est pas simplement un véritable camouflet infligé à Chirac, Jospin et aux politiciens dans leur ensemble. C'est surtout la marque du rejet massif de la logique politicienne; cette abstention ayant été, pour une large part, volontaire.

LA PEAU DE L'OURS

Forts de la manipulation des esprits à laquelle elle a participé (sur le thème de l'insécurité), de sa main mise sur les rouages de l'État (Gouvernement, préfets, radios et télés dites de service public) de ses nombreux relais (syndicats institutionnels, associations contrôlées.) les socialistes et leurs alliés avaient vendu la peau de l'ours électoral avant de l'avoir tué. Toutes les fractions de la gauche et de l'extrême-gauche politicienne ont voulu compter leurs voix, évaluer leur influence. Elles ont toutes présenté un candidat. Pourquoi ? Pour pouvoir négocier au prix fort les strapontins ministériels dans le prochain gouvernement ! Cet éparpillement a coûté sa deuxième (et même sa première) place à Jospin. La course effrénée au partage du butin de toute cette politicaillerie a été sanctionnée. Mais, sur ce point, les politiciens, les commentateurs politiques et les médias sont discrets : ils réservent leurs attaques, violentes et quotidiennes, aux abstentionnistes. Ils ont très peu souligné la responsabilité de ceux qui ont divisé leurs propres camps. Ils oublient de dire qu'il aurait suffit qu'une seule des fractions de la gauche plurielle S'ABSTIENNE de présenter un candidat pour que Jospin "passe" au deuxième tour ! [...]

LE PIÈGE S'EST DEJA REFERMÉ

S'il y a une seule illusion qui n'est pas permise, c'est celle de penser que le deuxième tour et les législatives permettront de "faire barrage", et que protégé par ce "barrage", tout le monde n'aura plus qu'à partir tranquillement à la plage pour les vacances, tout danger étant écarté. Quel que soit le résultat de ces élections, on peut affirmer que le piège s'est déjà refermé sur la population. Les déclarations qui se sont succédé après le 21 avril à 20 heures, montrent que le jeu politicien et parlementaire a simplement franchi un pas de plus dans la perversité. La gauche renouvelle le calcul cynique qu'elle fait depuis vingt ans. Si aujourd'hui, elle n'ose pas dire aussi clairement que le faisait le Premier ministre Pierre Bérégovoy "Le FN est la chance historique du PS. Tant qu'il sera fort, la droite sera inéligible", elle compte bien utiliser la peur pour enrayer l'abstention populaire, comprimer le vote protestataire et obtenir une majorité parlementaire aux prochaines législatives (car les seuls enjeux électoraux qui l'intéressent désormais sont là). La gauche espère donc reprendre le gouvernement. Mais quel sera le résultat ? Si elle continue la même politique (soit seule, soit dans le cadre d'une alliance gauche plurielle-UDF-divers droite), les mêmes causes produisant les mêmes effets, la misère et le mécontentement de la population ne feront que grandir. Il sera encore plus facile la prochaine fois pour l'extrême-droite de capter les électeurs, de faire un score encore plus "historique" Le choix électoral que nous préparent les politiciens "pour dans cinq ans"*1 sera de ce fait encore pire. [...]

LES ELECTIONS PASSENT, LES PROBLEMES S'AGGRAVENT

La logique parlementaire et les jeux politiciens de conquête du pouvoir, amènent à un compromis républicain c'est-à-dire antisocial. Ce qu'ils veulent sauver, sous les noms de "démocratie" et "république", c'est l'ensemble du système politique, idéologique et économique qui perpétue l'exploitation.
L'exclusion, les licenciements, le manque de libertés, l'arsenal répressif, les conflits armés, la mondialisation libérale, l'exploitation du tiers monde, les pollutions, augmentent quels que soient les gouvernements car ils sont tous à la botte du capital. En appelant à voter et à soutenir le système parlementaire anti-démocratique, la gauche et l'extrême-gauche ont œuvré à déshabituer les travailleurs à lutter pied à pied, par la grève et l'action directe, contre les attaques patronales. Aujourd'hui, avec le vote Chirac, ils rompent un nouveau seuil psychologique et idéologique. Le choc qui en découle nous ouvre des perspectives. La lutte contre l'aggravation de la situation sociale doit nous inciter à l'action.

AUJOURD'HUI, NOS TACHES

[...] Notre message sera clair. A la veille du deuxième tour, malgré l'ambiance de panique médiatico-politique montante, malgré la scandaleuse (et, on nous permettra de le dire, l'anti-démocratique) "chasse aux abstentionnistes", malgré les mensonges et les calomnies dont on nous accable, nous assumons calmement et sereinement notre abstention du premier tour et nous renouvelons notre soutien fraternel à tous ceux qui ont relayé notre campagne.
Si l'abstention au premier tour a été un refus, l'abstention au deuxième tour sera une rupture. Rupture psychologique et idéologique aujourd'hui, rupture sociale demain.
Face à ce qui se profile, à l'aggravation de nos conditions de vie, à l'augmentation de l'oppression et de l'aliénation, il est indispensable de construire un rapport de force à la base. Il n'y a pas d'autre solution. Faire semblant de croire que Chirac est le rempart de la démocratie et les législatives la solution définitive, c'est reculer pour mieux se faire manger demain.

CNT-AIT Toulouse

*1- Finalement, cela a été pour dans 14 ans.

ELECTIONS PARTOUT, DEMOCRATIE NULLE PART : DE HITLER A TRUMP

Depuis longtemps les propagandistes de la démocratie représentative nous vendent les élections comme une preuve et une condition sinequa non de la démocratie. Pourtant en y regardant de plus près, chacun peut constater que de droit de vote, contrairement à la lutte sociale, n'a jamais amélioré nos conditions de vie ou fait progresser nos droits. Au contraire, nombre d'exemples historiques montrent que c'est un piège pouvant enfanter la barbarie. Dans certains cas, les élections servent à légitimer les pires régimes dictatoriaux ou fascistes.

L'exemple le plus frappant, qui devrait à lui seul décourager les gens, est celui d'Adolf Hitler. Le führer, responsable de la pire idéologie que l'humanité ait connu, leader d'un régime d'une extrême violence fut porté au pouvoir par les urnes. Déjà en 1932, Hitler faisait un score de 36,7 % aux élections présidentielles. En juillet de la même année il atteint 37,27 % aux élections législatives, son parti, le NSDAP, parti NAZI, remportant 230 sièges au Reichstag, l'Assemblée allemande. Le président refuse de nommer Hitler chancelier, participant encore plus à permettre l'agitation d'Hitler dans tout le pays. De toute façon la machine infernale était en marche. Hitler est fait chancelier après de nouvelles élections législatives et des hésitations en janvier 1933. Ce fut le prélude à la barbarie qui suivit. En 1933, lors des élections législative Hitler et son parti le parti national-socialiste (parti NAZI) font un score 43,9% et remportent 288 sièges au reichstag. Peu après l'Assemblée vote les pleins pouvoirs à Hitler et le parti NAZI devient parti unique. Cette séquence politique est au cœur d'un contexte particulier qui nous parle aujourd'hui. L'Allemagne de l'époque est en proie à une crise économique qui plonge les Allemands dans la misère. Le chômage est très élevé et les gens sont désespérés. Les politiciens de tout bord font preuve d'une incompétence évidente. Ils sont incapables de trouver des solutions, trop occupés à essayer de sauvegarder le système et leurs propres avantages. Ils militent pour leur pouvoir. Au final, leurs tentatives de lutter contre les nazis se soldent par des échecs. Ils se contentent de les stigmatiser et tentent de les ostraciser, quitte à ne même pas respecter les lois qu'ils sont censés représenter (refus de Von Hindenburg de nommer Hitler chancelier). Cela sert les nazis qui deviennent de fait plus populaires et peuvent brandir ces preuves de la corruption des politiques.

Cette histoire, bien que connue, ne semble pas avoir servi de leçon à l'humanité.

Aujourd'hui les élections ont tellement perdu de sens que dans de nombreux régimes autoritaires sont organisées des élections plus saugrenues les unes que les autres. Le but étant de légitimer ces régimes souvent sanguinaires et liberticides et leur passer un vernis « démocratique ». Régulièrement l'Etat nord-coréen organise des élections... En mars 2014 ont eu lieu les élections parlementaires dans cette dictature. Le parti unique remporta tous les sièges, et pour cause, il a été le seul à présenter des candidats, qui n'ont donc eu aucun mal à se faire élire. Cependant on ne



peut que constater leur « légitimité électorale », le taux de participation ayant frisé les 100 %. Ce serait risible si ce régime ne maintenait pas sa population dans la plus grande misère sociale et mentale. Dernièrement, on a pu voir la tenue d'élections en … Syrie organisées par le régime de Bashar El Assad, responsable de la destruction du pays, de la mort de centaines de milliers de personnes et de l'exil de millions d'autres. Le 3 juin 2014, l'élection présidentielle voit la réélection de Bashar El Assad avec 89 % des voix et un taux de participation de 73,42 % … de ceux qui ne sont ni morts ni en exil. N'ayant pas peur du ridicule, le régime a rempilé pour les élections législatives en avril dernier. Le parti Baas, a remporté 80 % des sièges... un plébiscite pour ce régime « démocratique ». La Russie a salué ces élections « conforme à la Constitution syrienne actuelle » selon elle.

Aux Etats-Unis, encore une fois, les urnes ont accouché d'un phénomène qui est bien loin de la « démocratie » annoncée. Même si les soupçons de fraude électorale sont plus que lourds, il n'en reste pas moins que le vote Trump est clairement le vote de l'échec des politiciens classique et que des millions de voix se sont portées sur Trump pensant qu'il représentait – ce qui est tout à fait faux – la critique de l'establishment, ces « élites » coupées de toute réalité sociale (comme l'autre, avec ses croissants à 10 centimes), qui exaspèrent la population.

Ici même, en France, la montée du Front National au fil du temps devrait poser quelques questions. Depuis 2002 et la présence de Jean Marie Le Pen au second tour de la présidentielle, son parti suit une pente ascendante apparemment inexorable. Et les partis classiques et leurs représentants nous font le chantage du « si vous ne votez pas pour nous vous aurez droit aux fascistes du FN ». Plus le temps passe et plus leurs programmes se vident de leur substance. Ils semblent incapables de répondre aux enjeux actuels, et plus précisément à ceux apparus à la suite de la crise économique de 2008. Face aux problèmes bien réels qui touchent notre société, comme le chômage et la pauvreté, la réponse des politiciens de gauche et de droite consiste à défendre leurs intérêts propres, à nous pondre des lois de plus en plus liberticides, et à brandir la menace de l'extrême-droite.

Face à ces politiques si éloignées des besoins, face à cette situation apparemment sans solution, les gens se tournent vers … l'extrême droite. Et l'appel à faire barrage à chaque élection alimente la rhétorique paranoïaque du FN et le fait encore progresser ; élection après élection. Le travail de fond contre l'extrême- droite, auquel nous avons appelé si souvent n'a jamais été fait ni par le pouvoir, ni par la gauche ni par l'extrême-gauche. Le résultat de cette incurie est là, parfaitement prévisible, comme nous l'avions écrit, en 2002, entre les deux tours du duel Chirac / Le Pen, cette élection s'étant traduite par le triomphe de Chirac (grâce à toute la gauche et à l'essentiel de l'extrême-gauche) avec un score de république bananière (82,21 %), ce qui lui laissa les mains totalement libres pour poursuivre sa politique antisociale et introniser sur la scène politique des intrigants comme Sarkozy.

Nous reproduisons page précédentes, pour rafraîchir la mémoire, ce que nous avons écrit en 2002, entre les deux tours, dans un numéro spécial de notre journal.